

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

2 novembre 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(10 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 2 novembre
2016

« Nous sommes là pour le développement économique et
l'emploi »(643 mots)

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC GROSCLAUDE mgrosclaude@lavoixdunord.fr
RÉGION. - Pourquoi venez-vous dans la région ? «Nous révol...

Page 9

Nord éclair

mercredi 2 novembre
2016

Recherche d'emploi interactive à la Maison de l'emploi (462 mots)

PAR BRIGITTE LEMERY lambersart@lavoixdunord.fr MARCQ-EN-BARCEUL. Il y
a sur le versant Nord-Ouest de la métropole, deux méth...

Page 10

Nord éclair

mercredi 2 novembre
2016

Un outil pratique et évolutif (236 mots)

Le livret interactif du PLIE MNO accessible sur clef USB ou à la Cyberbase de la
Maison de l'emploi à Marcq-en-Barœul se ve...

Page 11

Nord éclair

mercredi 2 novembre
2016

EN CHIFFRES (110 mots)

74994 C'est le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) en 2016 à l'échelle
de la métropole lilloise parmi les 388600 re...

Page 12

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 2 novembre
2016

Le plan Industrie du futur creuse son sillon dans les régions

(732 mots)

Si le concept d'« industrie du futur » reste flou pour beaucoup d'entrepre...

Page 13

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 2 novembre
2016

Bpifrance veut pousser les PMI françaises à se moderniser

(383 mots)

C'est une machine qui monte en puissance chez bpifrance. Pour pousser les PME
de l'industrie à se moderniser, la banque publique propose de...

Page 14

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 2 novembre
2016

Composites : pour Daher, l'usine du futur est à 80 % celle
d'aujourd'hui (538 mots)

L'usine Daher met en oeuvre des outils autonomes, dont des systèmes
automatisés de préparation de pièces. ...

Page 15

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 2 novembre
2016

SNR Cévennes mieux reconnu grâce au label (434 mots)

Qu'apporte la labellisation Vitrine Industrie du futur, décrochée le 11 oc...

Page 16

Verbrugge investit dans le chromage high-tech (529 mots)

Il n'est plus possible depuis longtemps de réaliser des grandes séries en ...

Page 17

Productivité et bien-être dans l'usine 4.0 de SEW-Usocome

(424 mots)

« C'est le jour et la nuit, on ne soulève plus rien », s'enthousiasme Jean-Paul, employé c...

Page 18

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...(9 articles)

Ferroviaire : les temps sont durs, la lumière pointe au bout du tunnel (472 mots)

-Quelle est la situation du ferroviaire en ce moment? «Le marché intérieur est faible. On attend les commandes du Grand Par...

Page 20

L'accessibilité des gares SNCF et RATP en voie d'amélioration

(664 mots)

La cause de l'accessibilité des transports publics aux handicapés progresse peu à peu. Un ...

Page 21

Ils menacent de mettre le feu à la maison (478 mots)

NESLE Ils menacent de mettre le feu à la maison Quatre personnes, trois et une femme, sont en garde à vue depuis ce mardi p...

Page 22

Tourisme : à la reconquête des Anglais (536 mots)

Les Anglais ont déserté Calais, les professionnels du tourisme sont unanimes sur ce point, avec une baisse de l'ordre de 50...

Page 23

Le golf, un atout pour les Anglais (199 mots)

Le Pas-de-Calais, première destination golfique pour les Anglais en France, c'est déjà une réalité. Le Pas-de-Calais compte...

Page 24

« Le défi : la Côte d'Opale »(385 mots)

Depuis les années 80, Diana Hounslow travaille à la promotion du Pas-de-Calais auprès de ses compatriotes anglais. Elle est...

Page 25

« Des emplois non délocalisables »(182 mots)

«Le tourisme est une priorité pour le Département. C'est un secteur d'attractivité pour développer l'économie et les emploi...

Page 26

« Calais, c'est une surprise »(235 mots)

Mary Anne Evans, Gillian Thornton et Mary Barber sont trois journalistes anglaises amoureuses du Pas-de-Calais. «J'aime cet...

Page 27

caroline delanghe, de l'office de tourisme et maité parenty, de la cdm (98 mots)

«C'est un rendez-vous qui nous a permis de rencontrer à la fois des tour-operators et des journalistes, de créer des liens ...

Page 28

VP8 - CULTURE

(4 articles)

La Mésopotamie, pionnière de notre culture (1339 mots)

ARTS À l'heure de la bataille de Mossoul, l'exposition au Louvre-Lens remonte le Tigre et l'Euphrate et synthétise 3...

Page 30

Emmanuel Kowandy avait à peu près carte blanche et il en a profité (451 mots)

par yves portelli lens@lavoixdunord.fr Lens. Vous ne pouvez absolument pas éviter ce flot d'images proposé juste après l'ac...

Page 32

Une mission de quatre semaines (250 mots)

La délégation irakienne présente au Louvre-Lens hier pour le vernissage de « L'Histoire commence en Mésopotamie » est en Fran...

Page 33

« Nous essaierons de mettre cette expérience en pratique en Irak »(438 mots)

PAR AUDREY HALFORD lens@lavoixdunord.fr LENS. -Qu'avez-vous pensé de cette exposition temporaire ? «Tout d'abord, il s'agit ...

Page 34

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(3 articles)

L'AFPA ne fait pas qu'héberger les migrants, elle les forme aussi (323 mots)

par lucie delorme douai@lavoixdunord.fr CANTIN. Les migrants soudanais et afghans qui sont logés à l'AFPA vont pouvoir, s'i...

Page 36

Quelles formations y sont préparées ? (206 mots)

À l'AFPA Cantin, rue du Moulinel, sur le site B, il y a de la belle mécanique dans la cour. Qui avale des kilomètres. Il n'...

Page 37

LA VOIX DU NORD

mercredi 2 novembre
2016

L'aide des villageois s'organise pas à pas (244 mots)

Si le noyau dur de « gens de bonne volonté », qui commence (à peine) à plancher sur le projet préfère rester « discret » pour l...

Page 38

VP11 - LYCÉES

(2 articles)

LE FIGARO

mercredi 2 novembre
2016

Le devenir incertain des lycées français de l'étranger (868 mots)

ÉDUCATION L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) pilote 494 établissements répartis dans 136 pays...

Page 40

LE FIGARO

mercredi 2 novembre
2016

Des frais de scolarité en forte hausse (517 mots)

GRATUITE dans plusieurs établissements, notamment en Allemagne, en raison d'accords intergouvernementaux, la scolarité peut à l'inv...

Page 42

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(2 articles)

**Courrier
picard**

mercredi 2 novembre
2016

Les as du numérique déjà très demandés (609 mots)

La première réponse n'a mis que trois jours à atterrir dans la boîte e-mail de Justine. «Après l'envoi d'un seul CV, j'ai é...

Page 44

**Courrier
picard**

mercredi 2 novembre
2016

Une deuxième promotion en pourparlers (179 mots)

Une deuxième promotion en pourparlers La toute première école du numérique née en Picardie va-t-elle pouvoir donner sa chan...

Page 45

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)

LA VOIX DU NORD

mercredi 2 novembre
2016

L'homme qui embarquait dans ses rêves (546 mots)

PAR FRÉDÉRIC SOURICE sports@lavoixdunord.fr VOILE. Il était déjà seul. Ça ne gîtait pas. Ça ne soufflait pas. Dans sa cham...

Page 47

DIVERS

(1 article)



mercredi 2 novembre
2016

Amiens Nord : « Les jeunes en ont marre de zoner » (1517 mots)

Il y a bien les barres d'immeubles que l'on imagine grouiller de monde, les va-et-vient de scooters, la poignée de musards ...

Page 49

POLITIQUE NATIONALE

(9 articles)

LE FIGARO

mercredi 2 novembre
2016

Valérie Pécresse : « Alain Juppé sera un président fort »

(1136 mots)

L'ex-ministre chiraquienne estime que le maire de Bordeaux est le seul à « pouvoir battre à plates coutures Marine Le Pen ». ...

Page 53

LE FIGARO

mercredi 2 novembre
2016

L'option Matignon pour la patronne de l'Île-de-France (557 mots)

Il est toujours plus valorisant d'être sollicité que de réclamer. Matignon ? « Je ne demande rien...

Page 55

LesEchos

mercredi 2 novembre
2016

Pécresse choisit de rallier Juppé (517 mots)

Voilà qui va faire monter d'un cran la pression à la veille du deuxième dé...

Page 56

LesEchos

mercredi 2 novembre
2016

Primaires à droite : les projets économiques des candidats passés au crible (750 mots)

Ce jeudi soir, les sept candidats à la primaire ouverte de la droite et du...

Page 57

LesEchos

mercredi 2 novembre
2016

Un certain flou demeure sur les dépenses publiques (865 mots)

C'est une donnée incontournable pour tous les candidats à la primaire de la droite et du c...

Page 58

LesEchos

mercredi 2 novembre
2016

Dégressivité des allocations chômage : à chacun sa version

(937 mots)

Rendre les allocations chômage dégressives. La mesure, a...

Page 60

L'Union

mercredi 2 novembre
2016

L'écologie en recomposition forcée (735 mots)

1 État des lieux « Aujourd'hui, nous sommes en perte de vitesse. Dans la même situation que beaucoup de partis », relève Dominique Jo...

Page 62

« Réconcilier les Français avec l'écologie politique » (230 mots)

Comment expliquez-vous votre score du 1er tour ? J'ai senti un accueil favorable au type d'écologie que je défends : crédibl...

Page 63

Quand les présidents sortants se sont-ils déclarés candidats ?

(1888 mots)

Tous les présidents sortants de la Ve République ont brigué un second mandat. Jamais en se déclarant aussi tôt que le fera sans dou...

Page 64

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

« Nous sommes là pour le développement économique et l'emploi »

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC GROSCLAUDE mgrosclaude@lavoixdunord.fr RÉGION. - Pourquoi venez-vous dans la région ? « Nous révolutionnons la Caisse des dépôts. Nous sommes une grande institution financière mais notre projet, c'est d'accompagner les territoires dans leur développement. Nous avons réorganisé nos directions régionales pour qu'elles offrent aux acteurs locaux une offre globale. Depuis nous sommes extrêmement sollicités. Habituellement, les élus cherchent des financements et vont voir la Caisse des dépôts pour boucler le tour de table. Je viens là pour leur dire de faire à l'envers, pour amorcer les projets et accélérer le processus. » - Le grand public ne cerne pas bien votre action. « La Caisse des dépôts, on la connaît sans savoir ce qu'elle fait. C'est l'argent du Livret A collecté par les banques privées et que nous gérons. Avec ces dépôts, nous faisons des prêts par exemple pour le logement social et nous apportons aussi des fonds propres en investissement. Nous aidons à passer de l'idée au projet et du projet à l'investissement. » - Sur quels projets par exemple ? « Parmi nos orientations, il y a la transi-

tion énergétique. Nous participons à la réhabilitation thermique des logements et des bâtiments publics... Cette année, ce sera 60 millions d'euros dans la région. Nous apporterons des financements au projet d'Université zéro carbone (de l'Université catholique de Lille). Il y a bien sûr aussi la troisième révolution industrielle. Avec la Métropole européenne de Lille, il y a l'écobonus : aider les usagers à ne pas prendre leur véhicule. » - Le logement social est l'une de vos grandes priorités ? « Un logement social sur trois en France est financé par la Caisse des dépôts. Il est possible de faire plus et on doit faire plus ! Nous avons consacré 1,6 milliard de prêts pour la construction dans la région de 11000 logements et la réhabilitation de 21000. Et cette année, nous avons lancé un nouveau prêt. 26 bailleurs de la région ont signé avec nous. L'an prochain, 12000 logements sociaux seront réhabilités en plus des 21000. » - Votre champ d'action, c'est le développement économique. « Nous contribuons au déploiement des nouveaux réseaux à très haut débit (THD). C'est un projet à 900 millions d'euros dans la région, dont 32 millions investis par la Caisse

des dépôts. D'une manière générale, nous sommes là pour accompagner le développement économique et l'emploi. Nous sommes associés à la mission de Philippe Vasseur pour la réindustrialisation des Hauts-de-France et aussi à la Métropole européenne de Lille pour un fonds d'aide de 2 millions d'euros pour les très petites entreprises. Si nous n'étions pas intervenus avec 48 millions pour le port de Calais, en plus des financements privés et publics, je ne suis pas sûr que l'on aurait sorti le projet... Nous serons présents pour le canal Seine-Nord, mais aussi pour le téléphérique de Lille - un vieux projet. Et le centre commercial Lillenum, on est à un moment où il faut le faire ! » - Vous n'intervenez pas sur tout ? « Nous ne sommes pas initiateurs mais on accompagne, avec un effet de levier. Mais nous pouvons être la source de financement principale. Nous avons une règle : nous ne pouvons pas faire de subvention. L'argent du livret A, c'est le vôtre, c'est le mien. Les projets que nous finançons doivent avoir une rentabilité, même faible. » ■



Recherche d'emploi interactive à la Maison de l'emploi

PAR BRIGITTE LEMERY
lambersart@lavoixdunord.fr
MARCQ-EN-BARŒUL. Il y a sur le versant Nord-Ouest de la métropole, deux méthodes de recherche d'emploi. La méthode artisanale et isolée, parfois sans ordinateur, avec un pauvre CV, mal ficelé, peu vendeur. Et puis, il y a la méthode numérique, évolutive, via un outil majeur, « le livret interactif ». Élaboré par le PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi) de Lambersart, sur appel à projet du Département, il est proposé à l'antenne de la Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest, à Marcq-en-Barœul, pour les chômeurs de Lambersart, La Madeleine, Lompret, Marcq-en-Barœul, Marquette-lez-Lille, Pérenchies, Saint-André-lez-Lille, Quesnoy-sur-Deule, Verlinghem et Wambrechies. Ce nouvel outil cofinancé par le Fonds social européen est soutenu par l'entreprise RTE qui a supporté le coût des clefs USB 4 Go support au livret.

De l'usine à gaz au couteau suisse

Ce dispositif original, a le grand mérite de regrouper et de simplifier, tout ce qui existe actuellement pour aider un chômeur à trouver de l'emploi. D'une usine à gaz, le PLIE a donc fait un vrai couteau suisse pour demandeur d'emploi, avec en bonus, un accompagnement individuel renforcé pour les personnes éloignées de l'emploi et (ou) ne disposant pas d'ordinateur à la maison. Vendredi dernier, Bernard Gérard et des élus sont donc venus découvrir cette clef USB support qui sait tout faire, « une boussole pour trouver du travail, concrète, interactive » qui les a tous bluffés, à la cyberbase de la Maison de l'emploi (actuellement dans sa version 3.6), équipée de 6 ordinateurs. À la souris... pour expliquer, Sébastien Manier, assistant technique et pédagogique du PLIE, et Philippe Haage, agent du CCAS

emploi-insertion, aidant trois chômeurs à construire un parcours d'insertion professionnelle dans le cadre d'un atelier numérique, Fichée dans l'ordinateur, la clef USB support au livret interactif « Destination formation emploi », un logiciel de conception de CV (CVitae5), deux dossiers pour abriter CV numérique, lettre de motivation et tous documents utiles. De quoi créer une boîte mail dédiée à la recherche d'emploi, repenser un CV, la lettre de motivation, consulter ou postuler en ligne à des offres, consulter des liens utiles hyper-textes et des applications internet dédiées à l'orientation, la formation, la recherche d'emploi. Accueil à la cyberbase de l'antenne de la Maison de l'emploi 111, avenue Foch à Marcq-en-Barœul tous les vendredis de 14 h à 17 h sur rendez-vous ou en libre accès. ■



Un outil pratique et évolutif

Le livret interactif du PLIE MNO accessible sur clef USB ou à la Cyberbase de la Maison de l'emploi à Marcq-en-Barœul se veut un outil concret et évolutif. Pragmatique, il a l'intérêt premier de replacer le demandeur d'emploi dans le contexte français, régional et métropolitain du marché du travail, lui précisant les secteurs qui recrutent. Avant d'aider le demandeur d'emploi à construire sa recherche active d'emploi en l'aidant à valoriser son profil profes-

sionnel en listant ses domaines d'expériences, ses compétences, ses qualités, ses défauts (qui peuvent se transformer en qualités pour l'emploi visé), ses centres d'intérêt. Le livret fourmille de liens utiles interactifs pour développer ses compétences, faire le point sur ses droits à formation et trouver sa formation, vérifier son éligibilité à des contrats d'insertion, trouver des pistes professionnelles, explorer sa personnalité, réaliser un CV avec le logiciel CVi-

tae5, une lettre de motivation, connaître la liste des agences d'intérim, aller sur le site de l'APEC, repérer les offres d'emploi cachées sur des sites comme leboncoin, la bonne boîte... Le livret aide aussi à se rendre sereinement à l'entretien d'embauche, se préparer aux questions du recruteur, avec des conseils mais aussi l'atout d'un entretien virtuel. ■



EN CHIFFRES

74994 C'est le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) en 2016 à l'échelle de la métropole lilloise parmi les 388600 recensés dans les Hauts de France à la même période 41,1 C'est le pourcentage de projets de recrutement dans le bassin d'emploi de Lille dans le domaine des services aux particuliers. Puis 34,2% (services aux entreprises), 12,6% (commerce), 7,2% (industrie), 4, 1% (construction) et 0,8% (agriculture). 68 % des contrats proposés sont des CDI, 21% des CDD, 5% des contrats d'apprentissage, 5% des contrats en intérim et 2% enfin des contrats aidés. ■



Le plan Industrie du futur creuse son sillon dans les régions

La nomination de 13 ambassadeurs de l'Industrie du futur dans les régions marque le poids grandissant accordé aux collectivités locales dans le dispositif. Cela permet d'impliquer les PME mais rend la démarche plus disparate.

Si le concept d'« industrie du futur » reste flou pour beaucoup d'entrepreneurs, ses promoteurs ont décidé d'aller porter la bonne parole. Le 18 octobre, leur caravane a fait escale à Toulouse, à l'occasion du Salon des partenaires de l'industrie, le Siane. Le 4 octobre, elle était à Maubeuge, dans les Hauts-de-France. En décembre, elle sera à Paris, à l'occasion de Convergence pour l'industrie du futur, un événement regroupant Smart Industries et le Salon de la sous-traitance, le Midest.

Pour les fédérations professionnelles comme pour Bercy, les régions sont un levier clef pour accélérer l'arrivée du numérique dans les usines. En témoignent la nomination de 13 ambassadeurs de l'Industrie du Futur dans les régions, annoncée fin septembre par le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, Christophe Sirugue.

« Il faut être pragmatique. Le discours de quelqu'un de connu et de respecté en local porte bien plus que celui d'un dirigeant qui débarque de Paris », explique Tahar Melliti, le directeur général de l'Alliance Industrie du Futur, (AIF), qui regroupe les fédérations professionnelles et les partenaires académiques engagés dans le programme. L'ampleur de la tâche est énorme. « L'usine du futur, c'est très souvent un sujet nouveau pour mes interlocuteurs », reconnaît Jean-Michel Pou, chef d'entreprise et ambassadeur pour la région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'AIF avait déjà des correspondants régionaux issus de fédérations comme la FIM, le Gimélec ou le Syntec numérique. Mais si ces interlocuteurs sont rompus aux problématiques techniques, « il manquait un échelon plus politique pour entraîner les chefs d'entreprise et faire office de relais auprès des collectivités », juge Tahar Melliti.

L'industrie du futur, c'est aussi une affaire de rencontres. C'est une discussion avec le correspondant régional du Centre technique des industries mécaniques (le Cetim), qui a décidé le fabricant de roulements SNR Cévennes à demander le label Vitrine de l'Industrie du Futur (lire ci-contre). Même schéma pour l'usine Bosch d'Onet-le-Château (Aveyron), qui n'envisageait pas de candidater voilà un an, alors même que le groupe organisait sur place une présentation à ses clients de ses innovations autour d'Industrie 4.0.

Ce virage en faveur des régions a été pris au printemps 2015. A cette époque, Emmanuel Macron remet à plat les 34 plans de la Nouvelle France Industrielle d'Arnaud Montebourg et décide de redonner la main aux fédérations professionnelles et aux régions. Conséquence : pour pousser 2.000 PME françaises à faire auditer leurs usines, l'AIF s'appuie sur des appels à projets lancés par les régions. Cette approche permet d'utiliser les ressources existantes en local tout en s'assurant d'une répar-

tion équilibrée des audits sur le territoire. L'inconvénient, c'est qu'elle rend la démarche plus disparate. Pour que l'ensemble des régions s'y mette, il aura fallu deux ans au total.

De 2.500 à 2.600 diagnostics

L'ampleur des aides et la durée de l'audit peuvent aussi varier d'une région à l'autre puisque chacune définit son appel à projets. Dans les Hauts-de-France, le diagnostic a été financé à hauteur de 80 % du coût de la prestation, soit 2.000 euros maximum à charge pour l'entreprise, pour dix jours d'accompagnement. Une durée importante. Chez SNR Cévennes, audit et préconisations du Cetim ont nécessité deux jours.

Quels enseignements tirer des diagnostics ? « Les entreprises font d'abord un rattrapage en achetant par exemple une machine, mais on n'a pas atteint la phase 2, qui est de se projeter dans des » business models « issus du numérique », juge Tahar Melliti. Sur 2015-2016, le montant total des aides disponibles pourrait permettre de réaliser de 2.500 à 2.600 diagnostics. La transformation en investissement prend ensuite du temps. Sur les 2.000 audits recensés au début de l'été, entre 200 et 300 avaient donné lieu à des investissements concrets. ■

par Emmanuel Grasland



Bpifrance veut pousser les PMI françaises à se moderniser

La banque publique espère accorder 2,1 milliards d'euros de prêts Industrie du futur sur trois à cinq ans.

C'est une machine qui monte en puissance chez bpifrance. Pour pousser les PME de l'industrie à se moderniser, la banque publique propose depuis 2013 des prêts sans prise de garantie sur la société ou le patrimoine de l'entrepreneur pour un montant maximum de 5 millions d'euros. Le tout sur sept ans avec deux ans de différé. « Cette année, nous devrions accorder de l'ordre de 700 millions d'euros de prêts sans garantie contre 276 millions en 2015 et 59 millions en 2013 », explique Guillaume Mortelier, directeur de la stratégie chez bpifrance. Quatre dispositifs existent actuellement : un prêt robotique pour accélérer l'automatisation des PME, un prêt « vert » dédié à des projets de type transition énergétique, un prêt Croissance Industrie pour

l'industrialisation d'un produit ou d'un service innovant et un prêt numérique pour acheter par exemple un logiciel ou une machine à commande numérique.

Au total, 1,2 milliard d'euros de prêts devraient être accordés entre 2013 et 2016 pour un ticket moyen de 800.000 euros dans l'industrie manufacturière. Près de 80 % des bénéficiaires sont des PME. Elles absorbent environ la moitié des crédits. Les ETI ont représenté 17 % des prêts et 42 % des montants. Pour aller plus loin, bpifrance a regroupé depuis octobre les quatre prêts existants autour d'un prêt Industrie du futur. « C'est une simplification marketing pour être plus lisible pour les chefs d'entreprise. Techniquement, les prêts restent les mêmes », indique

Guillaume Mortelier. Le montant cible sera de 2,1 milliards d'euros sur trois à cinq ans.

200 missions de conseil

A l'instar de l'Alliance Industrie du futur, bpifrance réalise des audits dans les PME, baptisés « Diagnostics 360 », pour les aider à prendre le virage du numérique. Les missions sont plus longues (entre dix et quinze jours) pour un coût de 15.000 à 20.000 euros. Jusqu'à 6.000 euros peuvent être pris en charge par bpifrance. La banque devrait réaliser environ 200 missions de conseil dans l'industrie en 2016. ■

par E. G.



Composites : pour Daher, l'usine du futur est à 80 % celle d'aujourd'hui

L'industriel arme son usine en vue de produire massivement des petites pièces thermoplastiques pour Airbus.

L'usine Daher met en oeuvre des outils autonomes, dont des systèmes automatisés de préparation de pièces.

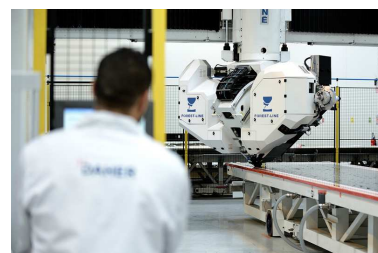
La notion « d'usine du futur » ne saute pas franchement aux yeux dans l'usine Daher de Nantes. Pourtant, cette unité de 300 salariés, spécialisée dans les composites pour l'aéronautique, fut l'une des premières à être labellisée par l'Alliance Industrie du Futur. Elle bénéficiera du plan d'investissement de 120 millions d'euros sur trois ans que le groupe vient d'annoncer pour l'ensemble de son parc industriel, dont ses quatre usines des Pays de la Loire employant 1.400 personnes. Daher vient d'emprunter 60 millions auprès de la Banque européenne d'investissement.

« L'usine du futur, c'est, à 80 %, l'usine d'aujourd'hui », reconnaît volontiers Nicolas Orance, vice-président et directeur de l'innovation chez Daher. « Il faut partir d'un socle industriel avec des process robustes, standards, avant d'envisager les prochains virages. » A Nantes, le concept d'usine du futur se concentre sur le défi des thermoplastiques, technologie connaissant une forte montée en puissance dans l'aéronautique. L'usine doit, en particulier, accélérer

la cadence dans le sillage de l'A350. Pour le long-courrier d'Airbus, il lui faudra produire en masse les clips de jonction de fuselage, passant de 48.600 pièces l'année dernière à 140.000 unités en 2020. A ce niveau de production, « nous serons à 100 % une usine du futur », estime Nicolas Orance.

Découpe par jet d'eau

Concrètement, la technologie thermoplastique consiste à transformer une plaque de composites. Il s'agit de la découper par jet d'eau, puis de la passer sous presse pour lui donner sa forme (estampage), avant de la détourer. « Notre volonté est de placer en ligne ces différentes étapes de la fabrication, de créer un outil plus compact et plus fluide pour minimiser les cycles », résume Nicolas Orance. Une première ligne complète est déjà en place. « Une seconde est en cours d'implantation et l'objectif est d'en ajouter deux autres », mentionne Patrick Daher, le président du groupe.



L'usine Daher met en oeuvre des outils autonomes, dont des systèmes automatisés de préparation de pièces.

La course à l'automatisation se joue aussi dans l'autre compartiment de l'usine où l'on fabrique de grandes pièces en composites thermodurcissables, telles des voilures d'ATR ou des empennage de Falcon. Là aussi, Daher a entrepris de robotiser cette activité de drapage par superposition de 81 feuilles de composites cuites ensuite en autoclave. L'usine du futur, telle que la conçoit Daher, met aussi en oeuvre des outils autonomes, dont des systèmes automatisés de préparation de pièces. « Cela permet de libérer l'opérateur pour qu'il se concentre sur des tâches à valeur ajoutée », note Nicolas Orance. « Globalement, l'enjeu sera d'utiliser le numérique pour faire évoluer le métier de l'opérateur, car il n'y a pas d'usine sans ouvriers. »

Correspondant à Nantes ■

par Emmanuel Guimard



SNR Cévennes mieux reconnu grâce au label

Le fabricant de roulements s'est engagé dans la labellisation par hasard mais en tire aujourd'hui des bénéfices.

Qu'apporte la labellisation Vitrine Industrie du futur, décrochée le 11 octobre à Paris par le site SNR Cévennes de Croupillac, tout près d'Alès (Gard), spécialiste de la fabrication de roulements de roues et de boîtes de vitesses pour la filière automobile ? « Une notoriété locale pour le bassin alsésien, l'accès à d'éventuels futurs financements bpiFrance et des échanges de bonnes pratiques entre industriels récompensés, notamment sur la gestion des flux intégrés et la chaîne d'approvisionnement collaborative », résume le directeur Laurent Condomines.

Pourtant, l'entrée dans la démarche, début 2016, s'est produite de façon fortuite. « Je rencontre une fois par an le délégué régional du centre technique des industries mécaniques, le Cetim. Lors de la dernière entrevue, il m'a alerté sur le fait [que] nous collions au cahier des charges

pour être labellisé », explique-t-il. L'usine, ouverte en 2013, se déploie sur 7.000 m² dans les anciens bâtiments de Richard Ducros (métallurgie), liquidé en 2011. Réhabilité par l'agglomération d'Alès, le site de Croupillac produit des roulements de 3^e génération et emploie 65 salariés. Au total, 30 millions d'euros ont été investis, particulièrement dans l'installation de six modules de production et l'intégration de fonctions mécatroniques. L'automatisation et la numérisation ont été poussées au maximum, avec notamment des robots interconnectés. Au printemps, 5 millions d'euros de plus seront investis pour créer un septième module.

Ergonomie cognitive

SNR Cévennes, filiale du groupe NTN (siège Europe et R&D à Annecy), conçoit ses propres outils et en confie la construction à des parte-

naires français et italien. Outre des ruptures en ergonomie physique et cognitive pour les postes de production, l'usine « 3.0 » de Croupillac consiste à impliquer différemment les opérateurs. « La question n'est plus le nombre de pièces fabriquées en une journée. Ca, ils le savent. L'enjeu consiste à voir avec chacun ce qui le freine, pourquoi, et comment on peut l'aider », détaille Laurent Condomines.

L'autre site gardois de SNR Cévennes, basé depuis 1972 à Saint-Privat-des-Vieux, n'est pas concerné par la labellisation. Il fabrique des roulements de première et deuxième génération et emploie 225 salariés.

Correspondant à Montpellier ■

par Hubert Vialatte



Verbrugge investit dans le chromage high-tech

L'entreprise de chromage repense totalement son activité historique. De quoi lui rendre sa compétitivité pour les grandes séries.

Il n'est plus possible depuis longtemps de réaliser des grandes séries en chromage des métaux en France. Ce traitement de surface, destiné à renforcer les performances des métaux, a basculé vers les pays de l'Est ou le Maroc, au coût de main-d'oeuvre bien plus bas.

Jean-Louis Verbrugge, dirigeant de l'entreprise du même nom à Lille, ne s'y résout pas. Il a profité du dispositif « usine du futur » pour repenser intégralement son activité. Installée depuis des décennies à Lille-Sud, l'entreprise familiale veut passer d'une production très traditionnelle à un nouveau modèle bien plus performant. Plus de 400.000 euros à des fins d'études sont mobilisés, subventionnés pour moitié. Ils doivent aboutir à l'implantation d'une nouvelle usine dans la métropole lilloise. Le site doit être choisi début 2017, pour une entrée en service deux ans plus tard.

Le dossier est soutenu par le partenariat régional d'innovation avec bpi-france au titre de l'industrie du futur et suivi de près par la mairie, la mé-

tropole lilloise, le département et les services de l'Etat. L'investissement devrait dépasser 6 millions d'euros, soit près d'un an de chiffre d'affaires du petit groupe familial. Celui-ci emploie 75 salariés, dont 42 à Lille, les autres dans une unité d'anodisation d'aluminium en Normandie. Il réalise un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros. Un tiers de l'activité concerne le chromage, qui fait l'objet du projet d'usine « Chrome 3000 ».

Outillages connectés

Un poids qui devrait doubler en trois ans, et générer 30 % d'emplois supplémentaires. Pour atteindre cet objectif, l'industriel table sur une production plus sobre en énergie, qui doit économiser 100.000 euros par an, mais aussi des outillages connectés, et surtout la numérisation en 3D des pièces, qui devrait fortement accélérer les procédés. L'idée initiale de robotiser fortement l'usine est abandonnée dans un premier temps : les grandes séries, qui visent notamment le monde automobile, sont encore rares et ne justifient pas pour l'heure

cet investissement. Les études ont également montré la pertinence de deux nouvelles pistes à plus court terme : le lancement de deux activités de texturation laser (qui modifie la surface des pièces par un faisceau laser) et de projection plasma.

« On améliore les prestations pour les clients du chrome et on va chercher de nouveaux marchés sur lesquels nous n'étions pas », expose le dirigeant qui évoque, entre autres, l'industrie plasturgiste et les moulistes. Avec un intérêt supplémentaire : la technologie va remplacer les procédés existants à base de gravure chimique, beaucoup plus impactants sur l'environnement. Compte tenu des temps de construction d'une usine ex nihilo, Jean-Louis Verbrugge compte démarrer ses nouvelles activités au plus vite, afin d'amorcer cette grande mutation sans rupture trop brutale.

Correspondant à Lille ■

par Olivier Ducuing



Productivité et bien-être dans l'usine 4.0 de SEW-USOCOME

Avec sa nouvelle usine labellisée en avril dernier, l'industriel cherche à améliorer le confort de ses salariés et leur efficacité.

« C'est le jour et la nuit, on ne soulève plus rien », s'enthousiasme Jean-Paul, employé chez le fabricant de systèmes d'entraînement SEW-USOCOME depuis 1984. L'homme fait partie des 150 salariés actuellement en poste dans l'usine sortie de terre il y a deux ans à Brumath (Bas-Rhin). Un gigantesque vaisseau de 120.000 m² dont les employés vantent l'environnement de travail décloisonné et lumineux. « C'est plus agréable, développe une autre salariée. A Haguenau, tout était vieux et sombre. Moralement, on se sent beaucoup mieux ici. »

Labellisé « usine du futur » en avril dernier, le site ne doit atteindre sa vitesse de croisière qu'à la fin du premier semestre 2017, au terme du transfert progressif des lignes de montage et des équipes du site historique de Haguenau. Quatre mille cinq cents moteurs et motoréducteurs se-

ront alors quotidiennement assemblés par les 500 salariés constituant l'effectif total du site. Les gains de productivité générés par ce nouvel outil de production sont déjà évalués à 10 % par cette filiale du groupe allemand SEW-EURODRIVE qui affiche un chiffre d'affaires de 410 millions d'euros et possède une troisième usine en France.



Fruit d'un investissement de 80 millions d'euros, dont une moitié dans le process lui-même, l'usine 4.0 multiplie les solutions d'automatisation et de robotisation développées en interne. Numérisation totale du flux, automatisation du magasin et des approvisionnements de lignes grâce

à des véhicules autonomes, souplesse de l'outil qui permet une production selon 7 millions de combinaisons possibles : l'entreprise réduit les aléas et optimise sa production ; et l'opération profite aux collaborateurs. Impliqués dans l'installation des lignes et l'agencement de leurs postes de travail, les équipes sont partiellement déchargées des tâches pénibles à faible valeur ajoutée. « Un opérateur ne prend plus un moteur en main », illustre le directeur général, Jean-Claude Reverdell, c'est une machine qui soulève et fait pivoter l'engin. C'en est fini aussi de la sélection manuelle des pièces et les lourds chariots à pousser. Un responsable syndical se montre plus réservé, jugeant que l'activité de l'usine n'a pas atteint son rythme de croisière.

Correspondante à Strasbourg ■

par Hélène David



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Ferroviaire : les temps sont durs, la lumière pointe au bout du tunnel

-Quelle est la situation du ferroviaire en ce moment ? « Le marché intérieur est faible. On attend les commandes du Grand Paris et le RER nouvelle génération, un contrat de plus de 3,5 milliards. Le MIO9 et le MF2000 sont en fin de parcours. Les levées d'option pour le Francilien de Bombardier tardent. Le marché international est, lui, florissant. La question est donc de savoir comment on amène les PME sur ce marché, si possible en accompagnement de nos donneurs d'ordre. Si le Grand Paris est décroché, tant mieux. Mais il va quand même falloir regarder plus loin pour que ça ne recommence pas dans cinq ou dix ans. » -Vous avez lancé les groupements, comment ça fonctionne ? « Les groupements fonctionnent et notamment le premier signé (en janvier) qui porte sur l'ingénierie mais ça nécessite des moyens. Un groupement, c'est sept

mois de travail du premier tour de table à l'appel à projet et environ 50000€ pour du clé en main. Le conseil régional va nous suivre pour les prochains, comme l'Europe dans le cadre du FEDER. Pour lancer un groupement, il faut du business derrière. Nous en avons trois en préparation. » -Vous prônez aussi la diversification... « Le 100% ferroviaire pour une entreprise ne doit plus exister. Les modes de construction vont évoluer. Il faut anticiper certains procédés qui pourront aussi servir pourquoi pas pour du naval ou de la logistique. Quand on sait mécanosouder, on peut faire la même chose pour une barge navale (la Franco-belge, ancêtre d'Alstom à Petite-Forêt, l'a fait se souvient un ancien). C'est à préparer dès à présent avec le canal Seine-Nord. Cela peut donner à manger aux sous-traitants qui n'ont plus assez de boulot avec le fer-

roviaire. » -La semaine dernière, chez Bombardier, président de Bombardier et de la Région ont tenu des propos incisifs. Vous les partagez ? « Comme Xavier Bertrand l'a dit, je pense qu'il faut introduire dans les cahiers de charge des contrats des critères par exemple sur la taxe carbone et sur la responsabilité sociale. Le critère de développement durable doit aussi rentrer en ligne de compte. Il faut accepter de payer les trains plus chers mais des trains à haute valeur ajoutée et recyclables. J'ai été content d'entendre les discours des deux présidents. Des discours réalistes et qui ne voulaient pas rester dans la morosité. La filière doit prendre ses responsabilités. Oui, la situation est difficile mais oui nous avons tous les ingrédients pour nous en sortir et nous en sortir à long terme. » VÉRONIQUE BERTIN ■



L'accessibilité des gares SNCF et RATP en voie d'amélioration

160 gares SNCF supplémentaires feront l'objet de travaux pour l'accès des personnes handicapées d'ici à 2024. A la RATP, les difficultés techniques restreignent la mise en conformité du réseau historique du métro.

La cause de l'accessibilité des transports publics aux handicapés progresse peu à peu. Un arrêté publié au « Journal officiel » ces dernières semaines a validé le nouveau schéma directeur élaboré par la SNCF et l'Etat pour assurer la mise en accessibilité des gares nationales. Initialement, la loi handicap votée en 2005 avait fixé à 2015 la date butoir pour atteindre cet objectif, mais l'échéance, intenable, a été repoussée à 2024.

D'ici à cette date, l'entreprise publique prévoit de mener des opérations d'adaptation dans 160 gares TGV et Intercités supplémentaires, après les quelque 630 traitées ces dix dernières années. Elle mobilisera pour cela un budget de 820 millions d'euros, cofinancé par l'Etat et les collectivités territoriales. Les travaux sont déjà en cours dans huit gares (voir carte ci-dessus) et démarreront en 2017 dans seize autres.

Pour être considérée comme accessible, une gare doit permettre un accès fluide depuis le parvis jusqu'à l'accès à bord. Ce qui suppose, selon les cas, de revoir la signalétique, de mettre en place des portes automatiques, d'installer des automates de vente adaptés, mais aussi parfois d'équiper les souterrains d'ascenseurs, voire de rehausser les quais pour qu'ils soient à la même hauteur que le plancher du train.

Les voyageurs handicapés devront donc prendre leur mal en patience, car les travaux nécessiteront entre

douze et dix-huit mois selon les gares. Afin d'anticiper leur impact sur la circulation des trains, ils devront être planifiés au moins trois ans à l'avance. En parallèle, 9.000 agents au contact de la clientèle vont être formés.

De son côté, la RATP a elle aussi des obligations à remplir, fixées par son autorité organisatrice des transports, la région Ile-de-France. Les personnes à mobilité réduite doivent toutefois modérer leurs attentes concernant le métro parisien. Car la plupart des stations, construites à une époque où l'accessibilité n'était pas un sujet, ne peuvent pas supporter les travaux pour installer un ascenseur par exemple, ou alors à un coût rédhibitoire.

Les principales gares SNCF rendues accessibles aux personnes à mobilité réduite



Pas de date butoir pour la RATP

Les pouvoirs publics en ont pris acte et n'ont pas fixé de date butoir pour le réseau dit historique. Ce qui, dans les faits, revient à une dérogation à la loi, même si Elisabeth Borne, la nou-

velle patronne du groupe public, souhaiterait relancer les études sur ce sujet. Seule la dernière ligne en date, la 14, est 100 % accessible, tout comme le seront les prolongements à l'étude sur les lignes 4, 11 et 12.

En contrepartie, le schéma directeur est plus exigeant sur les autres moyens de transport. 60 des 65 gares RER desservies par la RATP sont accessibles. C'est également le cas pour la totalité du réseau tramway - cette problématique ayant été intégrée dès la conception -, ainsi que pour les 63 lignes de bus du réseau parisien. En banlieue, 70 % des lignes de bus sont dites accessibles, avec l'objectif de passer à 100 % d'ici à 2022. Des dispositifs visuels, tactiles et sonores sont également, comme à la SNCF, en cours de déploiement.

Au-delà de l'engagement citoyen et de la nécessité de respecter la loi, le bon accueil des personnes à mobilité réduite est également un enjeu commercial. Le train étant désormais concurrencé par le covoiturage ou les cars longue distance, les handicapés moteurs, mais aussi les parents se déplaçant avec une poussette, les seniors (ils sont plus de 800.000 à disposer d'une carte d'abonnement) ou tout simplement les touristes avec des valises encombrantes trouveront matière à rester fidèle à la SNCF si l'accès aux quais leur est facilité. ■

par Lionel Steinmann



Ils menacent de mettre le feu à la maison

NESLE Ils menacent de mettre le feu à la maison. Quatre personnes, trois et une femme, sont en garde à vue depuis ce mardi pour tentative d'homicide aggravé et tentative de destruction par incendie. Les gendarmes procèdent aux auditions des mis en cause. Selon les plaignants, les agresseurs auraient fait irruption dans leur habitation, rue Saint-Nicolas à Nesle (Somme), vers 1 heure du matin. Une altercation a éclaté. Les agresseurs ont renversé de l'essence au sol, et selon les victimes, ils auraient tenté d'incendier le logement dans lequel se trouvaient des enfants. Ils ont finalement été mis en fuite. Deux frères ont été interpellés par les gendarmes vers 2 h 45. Les deux autres, un homme et une femme, l'ont été ce mardi vers midi. La vente d'un véhicule serait à l'origine de la discorde. Le mardi 31 août dernier, à Esmerly-Hallon, la victime âgée de 19 ans avait déjà été

poursuivie en voiture par l'un des frères accompagné de son père. Il avait finalement fui à pied, et le duo s'était acharné sur sa voiture. Pour ces faits, le fils, âgé de 19 ans avait été condamné à 7 mois de prison avec travail d'intérêt général le 19 septembre. La garde à vue des deux frères a été prolongée ce mardi saint-valery-sur-somme. Le cycliste belge fait une chute. Les sapeurs-pompiers valéricains ont pris en charge un cycliste belge, victime d'une chute, sur la piste cyclable, ce 1er novembre, vers 11 h 20, à Saint-Valery-sur-Somme. Il a été transporté vers l'hôpital d'Abbeville pour des examens de contrôle. soir. somme La régionalisation des transports scolaires inquiète. Histoire d'éclairer le débat sur la problématique de la régionalisation des transports scolaires prévue pour septembre 2017 (voir notre édition du lundi 31 octobre), l'ADATEP 80 (Association Départe-

mentale pour des Transports Éducatifs dans l'Enseignement Public) rappelle que le transport scolaire n'est pas le TER et qu'il doit s'organiser dans une logique de proximité : circuits, implantation des arrêts, accompagnement, conditions météo, accidents, gestion des conflits, prévention... Depuis qu'elle existe, cette association met en place, en partenariat avec le Conseil Départemental et l'Inspection académique, des interventions auprès de tous les élèves des classes de sixième des collèges ruraux (41 établissements, 6 500 élèves dans la Somme). « La Région qui souhaite tout uniformiser, continuera-t-elle à soutenir ces actions propres à notre département ? » s'interroge l'ADATEP 80 qui redit sa crainte de voir le pouvoir de décision et d'organisation des transports scolaires s'éloigner du terrain en cas de régionalisation. ■



LONDRES

Tourisme : à la reconquête des Anglais

Les Anglais ont déserté Calais, les professionnels du tourisme sont unanimes sur ce point, avec une baisse de l'ordre de 50% des groupes et dans une moindre proportion des individuels, mais ils sont loin d'avoir boudé le département du Pas-de-Calais, qui a vu leur nombre augmenter cette année ! « Alors que le nombre des clients belges, allemands et néerlandais, continue de grimper, contre toutes attentes, les Britanniques sont de retour », explique Sophie Warot-Lemaire, présidente de Pas-de-Calais tourisme. Et ils représentent « la première clientèle étrangère sur le Département, précise Diana Hounslow, directrice de l'organisme. Ils sont très présents dans les chambres d'hôtes et les gîtes et ont des résidences secondaires. » Si proche de nous et pourtant si loin, la clientèle anglaise pourrait être encore bien plus nombreuse. D'où la mission de (re) conquête menée par Pas-de-Calais tourisme à Londres en partenariat avec des professionnels du tourisme. Le lieu choisi est chic : l'épicerie de

luxe Fortnum & Mason sur Piccadilly au cœur de la capitale, un traiteur de la reine en thé, miel et biscuits. Un lieu à même d'attirer tour-opérateurs et journalistes spécialisés dans le tourisme pour leur présenter les nouveautés de la destination et leur permettre d'échanger directement avec les représentants des différents territoires. C'est la quatrième année que Diana Hounslow et son équipe de Pas-de-Calais tourisme organisent ce workshop. « Ça permet d'approcher des personnes déjà intéressées par la destination. On est sûr de toucher le bon public, et au fil des années on crée des liens et ça facilite les échanges dans le contexte actuel. » Car la situation migratoire de Calais a sacralisé les inquiétudes du côté anglais. Les prévisions pour la saison estivale en début d'année n'étaient pas bonnes du tout, les réservations au plus bas chez les opérateurs du transmanche. « Tout est parasité par la situation actuelle », reconnaissent Maïté Parrenty, de la Cité de la dentelle et de

la mode, et Caroline Delanghe, chargée de commercialisation à l'office de tourisme, qui ont représenté Calais lors de cette soirée. Et croisent les doigts pour une amélioration de la situation et tenter de capter ces Anglais qui ne font en large majorité que traverser le Calais pour faire halte à Montreuil, au Touquet ou encore à Arras, qui profite à plein du tourisme de mémoire pour le centenaire de la Première Guerre mondiale. Outre ce workshop, des rendez-vous sont programmés avec les professionnels anglais pour vanter le charme du département. Pas-de-Calais tourisme accueille plus d'une cinquantaine de journalistes ou blogueurs pour parler de la destination et toucher un maximum d'Anglais qui, avec un cours de la livre plus défavorable et une situation plus calme à Calais, pourraient choisir de partir moins loin, donc de poser un peu plus leurs bagages dans le Pas-de-Calais. C.D. ■



Le golf, un atout pour les Anglais

Le Pas-de-Calais, première destination golfique pour les Anglais en France, c'est déjà une réalité. Le Pas-de-Calais compte huit golfs dont certains centenaires comme ceux d'Hardelot, du Touquet ou de Wimereux. Une association les regroupant a vu le jour. Quel type de touristes sont-ils ? « Ils ne font pas vraiment de tourisme hors golf, dé-

taille Valérie Sobierajski, de Pas-de-Calais Tourisme et de l'association des golfs de la Côte d'Opale. Mais ils consomment : hôtels, restaurants, shopping. Et ils viennent toute l'année. » Les Anglais organisent même des compétitions chez nous, comme la semaine dernière avec une centaine de personnes. « L'intérêt c'est que chez nous, chaque golf est

à une demi-heure de route de l'autre. Et que chaque golf a un parcours totalement différent. Saint-Omer, c'est très vallonné en pleine campagne, alors qu'à Wimereux, c'est sur la côte avec vue sur l'Angleterre », précise cette spécialiste du golf, qui estime qu'un potentiel existe aussi en Belgique et aux Pays-Bas. ■



« Le défi : la Côte d'Opale »

Depuis les années 80, Diana Hounslow travaille à la promotion du Pas-de-Calais auprès de ses compatriotes anglais. Elle est aujourd'hui directrice de Pas-de-Calais tourisme. D'où vient l'idée de ce workshop ? « Avant nous allions à un immense salon du tourisme, mais la fréquentation était en baisse sur l'espace France et ça coûtait extrêmement cher. Il y a quatre ans, nous avons eu l'idée de ce workshop pour une démarche beaucoup plus personnelle et proche du terrain. On organise aussi des déjeuners à thème. L'objectif, c'est de créer une relation durable avec les tour-operators et les journalistes. » Le Brexit a-t-il un impact sur la venue des Anglais en

France ? « Le Brexit ne va pas changer la situation. Les Britanniques ont un problème avec l'Europe, pas avec la France. J'ai le sentiment qu'il y a une clientèle anglaise accro à la France et qu'en plus depuis le Brexit, elle met un point d'honneur à venir en France. Et quand la livre est basse comme aujourd'hui, ils vont moins loin et viennent chez nous. » Quel regard portez-vous sur la situation de Calais ? « Calais est vraiment une exception et c'est très injuste pour la ville. Car les Anglais viennent plus en nombre ailleurs dans le département, même si on remarque une baisse des groupes et des voyages scolaires » Quels sont les défis à venir pour vous ? « Le grand défi à venir, c'est la

Côte d'Opale et le web. Nous avons déjà fait un gros travail sur le Louvre-Lens et sur la campagne, la troisième destination du département c'est la Côte d'Opale. Une destination plus nature et touristique. L'objectif est de se baser sur l'ADN de la Côte pour donner une image fidèle de ce que nous sommes et attirer des visiteurs en phase avec ces valeurs. Les shoppers c'était bien économiquement, mais on peut avoir une clientèle qui s'intègre mieux et dépense plus. Le but est de développer un tourisme durable car le tourisme de consommation ne dure pas. » ■



« Des emplois non délocalisables »

« Le tourisme est une priorité pour le Département. C'est un secteur d'attractivité pour développer l'économie et les emplois, et le territoire. Le tourisme, ce sont des emplois non délocalisables », explique Bertrand Petit, vice-président tourisme au Conseil départemental, accompagné par Sophie Warot-Lemaire, présidente de Pas-de-Calais

tourisme. Côté finance, le Département a mis le paquet sur le parc d'Olhain. « Nous avons investi 20 millions d'euros pour le moderniser avec piscine, luge, filet suspendu... » Olhain a ainsi attiré 400000 visiteurs depuis le début d'année. Autre piste de travail : « le contrat de destination autour du Louvre-Lens. « Nous en avons pour une dizaine d'années

pour construire cette destination de toutes pièces. Il faut qu'on pallie aussi le manque d'hébergements sur cette destination. » Quant à la côte d'Opale, « nous voulons la conforter comme le premier point d'attractivité touristique en lui donnant un coup de jeune. C'est une destination qui a besoin d'être modernisée ». ■



« Calais, c'est une surprise »

Mary Anne Evans, Gillian Thornton et Mary Barber sont trois journalistes anglaises amoureuses du Pas-de-Calais. « J'aime cette région. C'est un endroit merveilleux pour passer le week-end », confie Mary Anne. « C'est si proche et si différent de chez nous, ajoute Mary Barber. Vous avez tout : des lieux culturels, de la nature, de la bonne nourriture... » Alors comment attirer de nouveau les Anglais à Calais ?

« Calais a besoin de plus se promouvoir, de rassurer sur la sécurité des gens dans le centre-ville, dire qu'il y a une présence policière. Il faut aussi proposer des deals spéciaux sur des activités pour attirer, estime Gillian, qui rappelle que les gens évitent Calais, pas le Pas-de-Calais ». « Les gens ne savent pas assez qu'il y a plein de choses à voir, ils ne pensent qu'à faire des achats et pas du tout au tourisme », ajoute Mary Anne. « Alors

qu'il y a plein de choses à voir. Calais, c'est une surprise et c'est très facile d'y aller. Les Anglais ont aussi besoin qu'on leur rappelle que ce n'est qu'à 30 kilomètres de chez eux », poursuit Mary. « C'est si proche. Le Brexit ? Ça ne changera pas. On aime la France, on y va. Et Calais restera toujours la porte d'entrée », conclut Gillian. ■



caroline delanghe, de l'office de tourisme et maïté parenty, de la cdm

« C'est un rendez-vous qui nous a permis de rencontrer à la fois des tour-operators et des journalistes, de créer des liens et des partenariats. Mettre un visage sur un nom permet de rassurer sur la réalité. Suite à ces rencontres, des gens sont venus découvrir Calais », confie Caroline Delanghe, chargée de commercialisation à l'office de tourisme. Pour Maïté Parenty, de la CDM, « il ne faut pas baisser les bras et miser sur la dentelle qui parle aux Anglais. » ■



VP8 - CULTURE

La Mésopotamie, pionnière de notre culture

ARTS À l'heure de la bataille de Mossoul, l'exposition au Louvre-Lens remonte le Tigre et l'Euphrate et synthétise 3 000 ans d'histoire en 400 objets.

Le 18 mars 2015, réagissant aux destructions de sculptures préislamiques à Mossoul, François Hollande et Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, appelaient à la sauvegarde du patrimoine mis en danger par Daech. Parmi les initiatives, une exposition sur la Mésopotamie était décidée au Louvre-Lens. Elle devait se monter « *en étroite collaboration* » avec le Musée de Bagdad, institution rouverte alors depuis seulement quinze jours.

On imaginait donc de voir réunis les trésors irakiens avec ceux de la France, pays pionnier tant pour les fouilles que pour la recherche. Las : les territoires du Croissant fertile sont toujours dans l'épreuve. En Irak, toute sortie d'objets de valeur demeure interdite. « *Il n'a donc jamais été question d'obtenir des prêts* », précise Ariane Thomas, conservateur en charge des collections mésopotamiennes au musée parisien.

La collaboration passe par d'autres voies, comme la numérisation des sites et des archives, le maintien de six missions archéologiques dans le Kurdistan irakien et l'accueil de professionnels du patrimoine. Cette saison, le Louvre et l'Institut national du patrimoine forment ainsi onze archéologues, conservateurs et juristes irakiens à la lutte contre les pillages et le trafic de vestiges. Tous visiteront l'exposition lensoise, inaugurée hier par le président de la République, qui en a profité pour faire une annonce. François Hollande a en effet proposé que le futur centre de

stockage des réserves du Louvre, qui doit ouvrir dans le nord de la France en 2019, accueille également le patrimoine menacé en Irak et en Syrie. Cette décision pourrait être prise début décembre lors d'une conférence internationale sur la préservation du patrimoine en péril à Abu Dhabi, qui réunira des représentants d'une quarantaine d'États, a précisé le président. « *Nous allons faire valoir que c'est au centre de conservation de Liévin que ces œuvres peuvent être mises à l'abri* », a-t-il dit. Une annonce revigorante avant de déambuler dans le musée.

Ariane Thomas a conçu un parcours très pédagogique à partir des collections du Louvre, dont elle a la charge, mais aussi de pièces venues de Berlin, du British Museum et du cabinet des monnaies et médailles antiques de la BnF. La chronologie - trois mille ans d'histoire jusqu'à Alexandre le Grand - est déroulée en préambule sur des cloisons évoquant les palais en adobe. Des cartes situent, entre Tigre et Euphrate, les royaumes d'Assur et d'Assyrie au nord, de Sumer, d'Akkad, de Babylonie et de Chaldée au sud. Une première salle évoque les missions pionnières, notamment celle de Paul-Émile Botta, consul de France à Mossoul, parti en 1843 localiser la Ninive biblique et finalement tombé sur Khorsabad. Cette capitale de Sargon II est célèbre pour ses taureaux ailés monumentaux qui ornent aujourd'hui les plus grands musées du monde. À l'exception d'un profil de tête, ceux du Louvre n'ont pas fait le déplace-

ment. Tout comme la fragile stèle du Code de Hammurabi.



François Hollande, mardi, lors de l'inauguration de l'exposition « L'histoire commence en Mésopotamie », au Louvre-Lens. Photo : CHARLET/AFP

En revanche, l'effigie de ce roi ayant pensé ce traité juridique, principal emblème des lumières mésopotamiennes, est bien présente. Admirable également ce lion en panneau de briques à glaçure, l'un des 120 qui bordaient la voie processionnelle de Babylone sous le règne de Nabuchodonosor II (605-562 av. J.-C.).

Le cœur du parcours est thématique. À travers 400 objets, on assiste successivement à la naissance de l'écriture ainsi qu'à l'émergence des concepts de ville, de roi et d'empire. La commissaire entend rappeler à quel point notre civilisation est héritière de la mésopotamienne, « *ce monde des premières fois* ». Premières irrigations, premiers ponts, invention des produits laitiers, du tissage, de la roue, de la charrue, de la brique moulée, de la voûte, des matières vitreuses, du vin ou encore de la bière. Au sein de la classe dominante, celle-ci est bue à la paille d'argent, d'or et de lapis-lazuli !

Pour atténuer l'austérité de vitrines de tablettes cunéiformes, une scénographie spectaculaire a été privilégiée. Dans une salle introductive, un flot d'images montre à quel point la Mésopotamie oubliée pendant près de deux mille ans a, au moment de sa redécouverte, fait fantasmer. Sur une bande-son allant du *Nabucco* de Verdi au *Rivers of Babylon* de Boney M défilent quantité d'affiches, de publicités, de cartes postales et de bandes dessinées où Sardanapale et Sémiramis se taillent la part belle. Jusqu'à cette figurine du démon Pazuzu qui apparaît dans le film *L'Exorciste*. Ailleurs, les motifs de sceaux-cylindres ont été agrandis aux murs. Farouches guerriers et processions de prêtres, tous barbus et à tunique longue, révèlent leur imposante

beauté. Ou bien ce sont des relevés de bas-reliefs - travaux colorés d'archéologues du XIX^e siècle - qui servent de frises.

Des casques audio permettent d'entendre ce que pouvait donner la langue mésopotamienne à l'oral. Sur des écrans, des films reconstituent numériquement de gigantesques palais et temples disparus. Décors et équipements incitent à lire les textes traduits. Leur poésie touche et leurs informations font rêver. Ici un fragment mentionne le Déluge avant l'Ancien Testament. Là un autre donne la hauteur de la tour de Babel... Nous sommes bien en pays de connaissance, tant biblique qu'hellénistique.

Manquent donc les trésors que Bagdad a réussi à protéger. Tel celui en or des princesses assyriennes. Sa venue n'avait pas été possible en 2008 au Louvre pour l'exposition consacrée à Babylone. Elle n'est toujours pas d'actualité, tout comme la paix dans ce pays qui, pourtant, selon les Textes, était celui de l'Éden. ■

par *ÉRIC Biétry-Rivierre* <[ebietryr-
rivierre@lefigaro.fr](mailto:ebietryr-
rivierre@lefigaro.fr)>

« L'histoire commence en Mésopotamie » Musée du Louvre-Lens, Lens (62), jusqu'au 23 janvier. Catalogue Louvre-Lens/Snoeck, 360 p., 39 €. Tél. : 03 21 18 62 62. www.louvre-lens.fr

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *François Hollande a proposé que le futur centre de stockage des réserves du Louvre accueille également le patrimoine menacé en Irak et en Syrie*



Emmanuel Kowandy avait à peu près carte blanche et il en a profité

Par yves portelli
lens@lavoixdunord.fr Lens.
Vous ne pouvez absolument pas éviter ce flot d'images proposé juste après l'accès à l'exposition. Les murs - blancs - ont été transformés en écran géant sur lesquels Emmanuel Kowandy propose un florilège de tout ce qui peut faire référence à la Mésopotamie dans l'imaginaire collectif. L'idée avait germé dans l'esprit d'Ariane Thomas, commissaire de l'exposition et Guilaine Legeay lui avait fourni les contenus. Enfin, tout ce qui était réalisable dans la mesure où les droits à l'image sont parfois trop compliqués ou trop long à gérer. Et c'est avec cette matière brute : des plans, des bandes dessinées, des films, des cartes téléphoniques, des jeux, des revues, de la musique, etc. qu'Emmanuel Kowandy a confectionné ce film vraiment pas comme les autres, d'une durée de cinq minutes,

qui rompt la glace entre les générations. L'évidence apparaît alors à chacun. La Mésopotamie est là, présente dans notre univers quotidien, depuis des lustres, sans vraiment qu'on s'en rende compte. L'art du Méricourtois d'origine est de nous faire partager cette évidence. C'est le staff du Louvre qui est allé le dénicher dans la métropole lilloise (à art-sup Lille où il donne des cours mais aussi à Rubika, Valenciennes). Sa mission ? Donner sa pleine mesure créatrice. L'ancien étudiant des Beaux-Arts de Tournai est devenu graphiste - motion designer. Une de ses spécialités ? L'habillage vidéo : « Habituellement, je travaille sur des thèmes contemporains et sur tous types de supports (voiture, intérieurs de magasins, usine, etc.) mais là, le challenge était de restituer une certaine modernité de la Mésopotamie ! » Deux mois complets de travail

technique ont suivi. La grande variété des supports, leur inégale qualité lui ont donné évidemment du fil à retordre mais pour un Motion designer, rien d'impossible. Le choix d'Emmanuel Kowandy s'est ensuite porté sur l'interaction de cinq caméras (trois panoramiques et deux autres complémentaires) qui balayent tous les champs de l'espace (35m2 environ) qui sont forcément traversés par le public. « J'avais découvert ce type d'approche dans un projet de Jean-Paul Gaultier dont les vidéos épousaient les formes et les surfaces. Depuis, j'ai exploré cette piste. » Jusqu'ici, il fréquentait assidûment la Galerie du Temps dont il est fan. Emmanuel Kowandy fait partie désormais de ceux qui font le Louvre-Lens au quotidien. ■



Une mission de quatre semaines

La délégation irakienne présente au Louvre-Lens hier pour le vernissage de « L'Histoire commence en Mésopotamie » est en France pour quatre semaines dans le cadre d'un programme de formation consacré à la lutte contre les pillages et le trafic illicite des biens culturels. Organisé par l'Institut national du patrimoine (INP) et le Louvre à Paris, ce programme alterne cours magistraux et séquences au Louvre, en immersion au sein du département Antiquités orientales. Durant cette formation,

les onze professionnels irakiens ont pu rencontrer une soixantaine d'intervenants qui ont partagé leurs savoir-faire. « Ils ont ainsi une vision à 360° de ce qu'est la vie d'un musée, résume Sophie Kammerer-Farant, chef du service Louvre Conseil. Ils pourront aborder ces prochains jours les questions de plus en plus importantes que sont la médiation et la communication. Ils sont motivés et ont vraiment pris cette expérience comme une opportunité de discuter de différentes problématiques avec

leurs homologues. Ils reviendront ainsi en Irak avec un champ des possibles plus large. Et ce n'est que le début d'une collaboration qui pourra se poursuivre. Jean-Luc Martinez s'était rendu en Irak il y a environ un an, d'où cette invitation d'une délégation irakienne. Pour des raisons évidentes de sécurité, nous ne pouvions pas envoyer les collaborateurs français en Irak pour le moment. » A. H. ■



« Nous essaierons de mettre cette expérience en pratique en Irak »

PAR AUDREY HALFORD
lens@lavoixdunord.fr LENS. -
Qu'avez-vous pensé de cette exposition temporaire? « Tout d'abord, il s'agit vraiment de donner un aperçu de la naissance de la civilisation en Mésopotamie. Cela ne concerne pas seulement l'Irak, c'est toute l'humanité qui s'y retrouve. L'Irak est effectivement le carrefour des civilisations du monde entier et le titre de l'exposition est un excellent résumé : l'histoire commence en Mésopotamie. Cette exposition est aussi une preuve de l'intérêt et l'enthousiasme de nos amis français pour notre territoire. Elle est le fruit d'un énorme travail d'organisation qui dépasse l'imagination et reflète parfaitement notre civilisation. Et il est certain qu'elle connaîtra un grand succès. » -
Que pensez-vous des mesures présentées par le président du Louvre pour la préservation du patrimoine et

la lutte contre le pillage des biens culturels? « La préservation est extrêmement importante, et les efforts déployés à Paris et à Lens sont énormes. Nous travaillons actuellement en Irak à cette préservation et comptons nous inspirer de ce que nous avons vu ici. Mais pour cela, nous avons besoin d'un accord des autorités supérieures. Nous comptons donc les informer de ces propositions et leur demander d'appuyer ces initiatives et ces actions préconisées dans le domaine de la civilisation et du patrimoine. » -Dans quelles conditions travaillez-vous au musée de Bagdad? « Le musée de Bagdad est ouvert au public et accueille un grand nombre de visiteurs irakiens, arabes, mais aussi d'ailleurs. Le musée fonctionne tout à fait naturellement, nous allons d'ailleurs rajouter des salles d'exposition. Nous avons 12000 pièces exposées et

135000 dans les réserves. Et notre laboratoire chargé des restaurations fonctionne très bien. Certaines missions étrangères viennent également travailler autant dans le nord que dans le sud de l'Irak. » -Dans quel état d'esprit repartez-vous en Irak? « Nous voulions tirer profit de cette formation que nous suivons actuellement (lire ci-contre). Nous allons essayer de mettre cette expérience en pratique dans notre pays, de lui faire bénéficier de ce que nous avons appris en France. Cette exposition était une merveilleuse occasion pour nous et nous remercions vivement nos amis Français pour cette opportunité. Et nous espérons pouvoir recevoir bientôt en Irak les fonctionnaires qui se chargeront de la mission d'évaluation. » Lire aussi page 3. ■



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

L'AFPA ne fait pas qu'héberger les migrants, elle les forme aussi

Par Lucie Delorme
douai@lavoixdunord.fr

CANTIN. Les migrants soudanais et afghans qui sont logés à l'AFPA vont pouvoir, s'ils le souhaitent, commencer des cours de français dès lundi. Puis, dans quelques mois, s'ils obtiennent leur statut de réfugié, ils pourront carrément apprendre un métier après avoir bénéficié de bilans de compétences. Ces formations entrent dans le cadre du programme PILOT (pour programme d'insertion par le logement, l'orientation et le travail) déployé de manière expérimentale à Cantin, et dans le centre AFPA de Rousies, près de Maubeuge. Fruit d'une collaboration entre l'État,

le Fonds d'assurance formation du travail temporaire (FAF.TT) et l'AFPA, PILOT se déploie donc en deux phases : alors que les élèves ne sont que demandeurs d'asiles, ils suivent des cours de français et sont suivis par l'ADOMA pour la procédure officielle. Une fois que les migrants sont officiellement réfugiés, ils peuvent suivre une formation financée par le FAF.TT, « dans des secteurs qui ont plus d'offres que de demandes », assure le préfet Michel Lalande. « Ils ne prendront la place de personne ». Transport, industrie, logistique, BTP... Les prétendants auront le choix. « Nous visons l'autonomie des personnes ac-

cueillies à l'AFPA. Ils construiront un projet professionnel avec leurs accompagnants et ils seront toujours suivis. Nous allons travailler avec eux sur tous les aspects », assure Pascale Dartois, directrice générale du FAF.TT. Pour l'instant, soixante et onze migrants de Cantin et Rousies sont inscrits pour le programme. « Il reste des places, assure Pascale Dartois. Nous en avons prévu quatre-vingt-quinze en tout. » Et s'il porte ses fruits, PILOT pourrait être déployé plus largement, avance le préfet Michel Lalande. ■



Quelles formations y sont préparées ?

À l'AFPA Cantin, rue du Moulinel, sur le site B, il y a de la belle mécanique dans la cour. Qui avale des kilomètres. Il n'est pas rare de croiser des semi-remorques et des autocars frappés du logo vert sur les routes du Douaisis. Le site forme des conducteurs du transport routier de marchandises (la session de formation de 14 mois s'achève le 30 novembre), des conducteurs (trice) du

transport routier interurbain de voyageurs (même durée)... Les uns conduiront des 44 tonnes sur les routes des Hauts-de-France et/ou à l'étranger, les autres transporteront peut-être des adolescents jusqu'aux portes du collège. À l'heure de la pause clope, ils croisent des couvreurs/zingueurs, des caristes d'entrepôt, des maçons, des électriciens, des plaquistes, des coffreurs

bancheurs... Chaque année, plus de 4000 personnes sont formées par du personnel de l'AFPA Cantin. La moitié le sont effectivement ici, les autres apprennent leur métier dans l'un des quatorze centres que compte l'AFPA dans les Hauts-de-France. Cela, même si les validations finales se font dans le Douaisis. B.B. ■



L'aide des villageois s'organise pas à pas

Si le noyau dur de « gens de bonne volonté », qui commence (à peine) à plancher sur le projet préfère rester « discret » pour l'instant, il se confirme qu'une poignée d'habitants échafaude actuellement un projet qui favorisera « à la fois l'intégration des migrants dans le village, et l'ouverture des habitants sur leurs situations, leurs vies d'avant et leurs cultures. Ce sera du gagnant-gagnant », déclare l'un des citoyens concernés. Trois des trente-deux migrants en stage à l'AFPA, « très demandeurs », seraient d'ores et déjà

impliqués dans cette démarche de partage pour laquelle des habitants d'Arleux ont fait savoir qu'ils étaient partants.

autour d'un thé ou d'un café

D'après nos sources, ce projet, qui n'en est encore qu'à ses balbutiements une semaine après l'arrivée des migrants, pourrait prendre la forme d'un « espace de convivialité » où les habitants viendraient à la rencontre des nouveaux venus pour par-

tager culture locale, histoires personnelles, et surtout, « l'apprentissage du vocabulaire autour d'un thé, d'un café ». Bref, refaire le monde pour apprendre à se connaître et à s'accepter mutuellement, « dans la joie et la bonne humeur ». A. DÉ. Les personnes qui souhaiteraient s'impliquer peuvent se rapprocher de la mairie. Les porteurs du projet sont également à la recherche de vêtements. S'adresser là aussi à la mairie. ■



VP11 - LYCÉES

Le devenir incertain des lycées français de l'étranger

De plus en plus de familles préfèrent les écoles anglophones.

ÉDUCATION L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) pilote 494 établissements répartis dans 136 pays. Ce réseau remplit une double mission : scolariser 130 000 enfants de Français expatriés et assurer à plus de 200 000 élèves étrangers une scolarisation conforme aux programmes français. Ce précieux outil diplomatique se trouve aujourd'hui « placé à la croisée des chemins », alerte un rapport de la Cour des comptes d'octobre 2016.

Face à une concurrence de plus en plus intense sur le marché mondial de l'éducation, « l'absence de décisions ambitieuses le condamnerait à l'incertitude, voire à un lent déclin », à la fois en raison de crédits publics qui, « depuis de nombreuses années, ne cessent de diminuer », d'une solvabilité des familles « qui n'est pas sans limites » et de dépenses par nature dynamiques ou obligatoires (immobilier, sécurité, bourses, etc.). La décrue programmée des crédits publics ne pourra pas, à terme, rester sans effets, estime les magistrats de la Cour : « Le réseau pourrait y perdre sa raison d'être et conduire les parents, sous l'effet de la concurrence, à faire d'autres choix. »

La concurrence la plus significative est issue de la multitude d'établissements privés anglophones. qui captent environ 20 % de la population expatriée mondiale. La tendance actuelle, avec 500 établissements créés par an, devrait conduire à 11 000 écoles internationales anglophones en 2020. Le British Council a établi que le marché de

l'éducation anglophone représente un chiffre d'affaires supérieur à celui des services financiers ou du marché automobile : 14 milliards de livres à l'exportation, selon le ministère de l'Éducation britannique. De fait, les établissements britanniques internationaux visent exclusivement les 5 % les plus riches du monde non anglophone.

Quel que soit le statut de l'enseignement dispensé, ces écoles « attirent à elles un nombre considérable d'élèves nationaux ou expatriés », peut-on lire. L'attrait des universités américaines et britanniques, joint au rôle de l'anglais comme langue internationale, « fait de ces établissements des concurrents hors normes ». Face à cette situation, le réseau français évolue différemment selon le lieu. Les pays francophones ne posent pas, jusqu'à aujourd'hui, de problèmes significatifs. « Le français y reste encore la langue de prestige et d'avenir universitaire. » Mais ce n'est plus vrai dans les autres pays, dans lesquels entre 10 et 20 % des expatriés français choisissent déjà ce type de scolarité anglophone.

Des démarches compliquées

Deuxième problème majeur, les élèves qui fréquentent les lycées français sont loin de tous poursuivre leurs études dans une université ou une grande école française. Outre que les universités françaises « reculent dans les classements internationaux », ce qui pèse inévitablement sur le choix des parents et des élèves,

« l'offre française d'enseignement supérieur ne semble pas toujours suffisamment connue », contrairement à celle des universités canadiennes, américaines et britanniques. Par ailleurs, le nombre de places disponibles dans certaines filières très demandées des universités parisiennes ne permet pas d'absorber la demande : la réduction des places disponibles pour les élèves du réseau français de l'étranger (EFE), combinée à une demande importante, aboutit à des tirages au sort qui ne sont pas compris par les élèves et les parents, ceux-ci se détournant vers des études dans d'autres pays.



Des élèves sortent du lycée français de Londres. Photo : CARL DE SOUZA/AFP

Le second enjeu, tout aussi essentiel, réside dans le suivi des élèves. À cet égard, les élèves de l'EFE ne disposent pas aujourd'hui d'un numéro d'identification nationale étudiant. Ceci complique leurs démarches lors de la procédure Admission Post Bac (APB), notamment en obligeant les élèves à saisir manuellement leurs bulletins scolaires, interdit les inscriptions dématérialisées dans les universités et ne permet pas d'assurer le suivi des cohortes.

Ce « taux de perte » des lycées de l'EFE pour l'enseignement supérieur fran-

çais « *mal quantifié* » est « *largement connu* ». Cette « *évaporation* » est inévitable et, dans une éducation mondialisée, « *parfois souhaitable* », temporealise le rapport. Reste que le nombre d'élèves qui font un parcours

dans l'enseignement supérieur français n'est pas connu. « *Il est délicat, dans ces conditions, d'évaluer le succès des établissements et de proposer des objectifs quantifiés.* » † ■

par Marie-Estelle Pech E@MariEstellePech



Des frais de scolarité en forte hausse

GRATUITE dans plusieurs établissements, notamment en Allemagne, en raison d'accords intergouvernementaux, la scolarité peut à l'inverse s'élever à près de 30 000 € par an et par élève comme au lycée français de New York. Ces frais comprennent les droits d'inscription mais également des frais annexes (première inscription, demi-pension, location d'un casier, activités périscolaires). Le tout a fortement augmenté (plus de 30 %) entre 2008 et 2015 dans tous les cycles scolaires. Considérée auparavant comme un élément de la rémunération à l'étranger, «leur prise en charge par l'employeur ne va plus de soi », observe la Cour des comptes.

Certes, une partie des expatriés bénéficie de conditions financières très avantageuses de la part de leur employeur. Pour autant, l'expatriation est bien plus qu'avant le fait de personnes qui décident de s'installer dans un autre pays sans y être envoyé par une administration, une entreprise, une association ou une organisation non gouvernementale (36 % en 2013, contre 19 % en 2005). Et ceux qui sont envoyés par leur employeur bénéficient moins que par le passé des avantages traditionnels de l'expatriation : plus de la moitié des expatriés (54 % en 2013, contre 36 % en 2005) règlent eux-mêmes les frais de scolarité, et seul un sur cinq bénéficie aujourd'hui d'une prise en charge totale par son employeur (contre 54 % en 2005).

Cette hausse importante soulève également des difficultés pour les agents publics, accentuée par la baisse de l'euro en 2015 et 2016. Plusieurs agents des affaires étrangères, notamment des familles monoparentales, auraient récemment choisi de ne pas prendre de poste aux États-Unis car leur supplément de rémunération ne leur permettait pas de régler les frais de scolarité. Une difficulté peut également se poser pour les militaires, qui, changeant régulièrement de pays, doivent acquitter à chaque fois les droits de première inscription. Ceux-ci peuvent atteindre 1 500 € à Ankara, près de 3 500 € à Panama et plus de 6 000 € à Shenzhen. | ■

par M.-E. P.



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Les as du numérique déjà très demandés

La première réponse n'a mis que trois jours à atterrir dans la boîte e-mail de Justine. « Après l'envoi d'un seul CV, j'ai été contactée pour passer des tests en informatique et un entretien, à Compiègne. » La jeune femme de 24ans est comme les 19 autres élèves d'E2N, l'école du numérique du Noyonnais, ouverte en mai dernier : déjà dans les starting-blocks pour trouver un emploi de développeur web. Cette première formation - inédite sous cette forme en Picardie - a beau ne se terminer qu'à la fin du mois, les contacts auprès d'employeurs affluent. « J'ai eu des pistes intéressantes, plusieurs entretiens, après avoir commencé à envoyer des candidatures en septembre », témoigne à son tour Antoine, 34 ans. Le benjamin de la promotion, Davy, n'est pas non plus resté longtemps bredouille, du haut de ses 19ans : « Dès mon premier CV envoyé, il y a eu une réponse. C'était pour un poste sur Paris, mais mon profil ne correspondait pas tout à fait. » Le concept d'E2N, au parc Inovia, avait attiré une centaine de candidatures, en début d'année, pour

ce coup d'essai. L'idée était pour le moins originale : apprendre à des habitants de tous âges (le moins jeune des écoliers a 57 ans) à créer et animer des sites Internet, pour en faire leur profession. Le premier critère de sélection ? L'abnégation. « Chacun peut s'éclater dans son domaine de prédilection. Moi, c'est le côté créatif » Justine, 24 ans. Après six mois de séances quotidiennes intensives, Mickaël, l'un des deux formateurs, n'est pas surpris de voir les élèves susciter si tôt l'intérêt des entreprises : « Près de 200000 postes sont à pourvoir en France. Des offres d'emploi, il y en a notamment à Compiègne, à Inovia... Pour eux, la ligne d'arrivée est là, confie cet ancien développeur web. Nous les avons mis dans les conditions exactes du travail en entreprise, en leur faisant réaliser des projets très techniques comme un site de e-commerce ou celui d'E2N, compatible sur smartphone. » Et ils tiennent à montrer les résultats aux recruteurs... sur le net : « Nous les aidons à mettre en ligne toutes leurs réalisations sur l'outil GitHub, un hébergeur consulté par l'ensemble de la

profession, précise Sandrine Oriol, la responsable de l'école. Certaines entreprises nous ont d'ailleurs fait part de leurs besoins de recrutements ». La vie de Justine va ainsi prendre un grand virage, après ses études d'architecte d'intérieur : « Je n'avais rien trouvé, après. » Ce qu'elle aime le plus dans son futur métier ? « Le côté créatif : je m'éclate plus dans le front-office. » Autrement dit, ce qui apparaît aux yeux des Internauts, sur un site. Pour Antoine, c'est exactement l'inverse : « Je suis plutôt back-office, je préfère intervenir sur le serveur ». Ces confidences, glissées dans une salle de l'ancienne caserne du Régiment de marche du Tchad, font sourire le formateur : « Une multitude de personnes gèrent un site, selon leurs appétences. Un développeur travaille rarement seul. » Ça tombe bien : Davy a tourné la page de son bac en sciences et technologies de l'industrie pour ne pas compter ses heures. « Internet, c'est vraiment ma passion. » Stéphane Le Barber contact.formation@novei.fr ■



Une deuxième promotion en pourparlers

Une deuxième promotion en pourparlers. La toute première école du numérique née en Picardie va-t-elle pouvoir donner sa chance à de nouveaux élèves, l'an prochain ? La reconduction de cette formation gratuite est en suspens, confie Sandrine Oriol, la responsable d'E2N : « Aujourd'hui, nous espérons pouvoir démarrer d'autres promotions. Le Pays

noyonnais et l'État, qui faisaient partie des cofinanceurs, ont donné leur accord de principe pour continuer. Nous travaillons à remplacer les autres participants : un dialogue est en cours avec la Région. Il n'y a pour le moment pas de certitudes. » Ou plutôt une : les 20 premiers élèves pourront quitter E2N avec le titre professionnel de développeur logi-

ciels, un équivalent bac+2. L'école d'Inovia a en effet obtenu, en juin dernier, l'agrément afin d'organiser des sessions, devant un jury. Toute la promo s'est inscrite pour les épreuves, prévues les 5 et 6 décembre. Certains sont jusque-là sans diplôme. ■



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

L'homme qui embarquait dans ses rêves

PAR FRÉDÉRIC SOURICE
sports@lavoixdunord.fr VOILE.
Il était déjà seul. Ça ne gîtait pas. Ça ne soufflait pas. Dans sa chambre, Thomas Ruyant, adolescent, larguait les amarres en tournant les pages d'un magazine. « Je gardais les articles des gars qui avaient fait la Mini-Transat. C'était le début des Stamm, Coville. Ils me faisaient voyager. C'était kiffant. » Le Nordiste avait déjà le sport dans la peau. Sports-études hockey sur glace, athlétisme, triathlon. Et puis la voile, donc. Laser, Class 8, au lycée. « C'est là que j'ai commencé à piquer le bateau de mon père (un laser). Je trouvais ça grisant de le lui prendre et de partir en mer. Je ne faisais rien de spécial. Des ronds dans l'eau, à Malo. Des fois, je sortais le spi et tout », s'amuse le Nordiste. Ses parents, Rémy et Anne-Marie, ont moins rigolé quand le fiston, lors d'un repas dominical, a eu le chic pour nouer les estomacs. Décision actée : à 26ans, il allait participer à la Mini-Transat, cette épreuve initiatique, sur un bateau riquiqui (6,5m), où l'on traverse

l'Atlantique en solitaire. Thomas Ruyant avait de la suite dans les idées. En maîtrise STAPS, son sujet de mémoire ? « Le sponsoring voile. » Le Nordiste a retapé un bateau à l'abandon, à Dunkerque, soutenu par Michel Dupré (Bleu Marine, concessionnaire et revendeur bateau) et Patrice Verley (Faber France), les premiers à croire en lui. « Thomas travaillait chez moi la journée, comme technicien, et retapait le bateau tous les soirs, explique Michel Dupré. Je voulais l'embaucher. Mais il voulait faire la Mini. Je l'ai aidé, mais Thomas mérite tout ce qui lui arrive. Il en voulait. Il a su saisir les opportunités (...) Un jour, il fallait aller chercher un 40pieds (bateau de 12,19m) d'un client, en Hollande. On n'y voyait pas à 10m. Je me suis dit : Lui, c'est un bon... » Passe ta Mini d'abord ! Il l'a bouclée, en 2007, puis l'a gagnée en 2009. Avant de confirmer son talent, d'être escorté par une bonne étoile puisqu'il a remporté la Route du rhum 2010 (40pieds), sans connaître de casse, la hantise du marin. La

suite, sur le circuit Figaro, est plus compliquée.

« Il est là pour les bonnes raisons »

Entre-temps, il s'est installé en Bretagne, à Lorient. Il vit avec Anne-Laure, sa compagne, et leur petit Basile. Le marin s'accroche et le projet du Souffle du Nord pour le Projet Imagine tombe à point nommé. C'est taillé pour le Nordiste, qui ne s'exprime jamais aussi bien qu'au large. Que lorsque la notion d'endurance prend toute son importance. Il n'y va pas parce que ça brille. Juste par amour de la mer, des bateaux et de la compétition. « C'est un passionné. Il est là pour les bonnes raisons », observait Vincent Riou, le vainqueur du Vendée 2005. Thomas Ruyant rêve d'abord de terminer. Trois mois en mer. Seul. Presque 40000kilomètres. Un rêve de marin. Ça va gîter. Et souffler. ■



DIVERS

REPORTAGE

Amiens Nord : « Les jeunes en ont marre de zoner »

« Libération » est retourné dans les zones sensibles qui ont marqué l'actualité ces dernières années. Aujourd'hui, le quartier amiénois, théâtre de violences en 2012, où 60 % des moins de 25 ans sont au chômage.

Il y a bien les barres d'immeubles que l'on imagine grouiller de monde, les va-et-vient de scooters, la poignée de musards qui gardent les murs, les grappes d'enfants filant vers le centre de loisirs. Mais rien n'y fait, la place du Colvert, version miniature des grands ensembles, reste comme suspendue. Figée entre son supermarché, sa halle à ciel ouvert et ses commerces. C'est bien là, pourtant, à quelques pas du cœur de ville, que se trouve l'épicentre des quartiers nord d'Amiens. C'est là aussi qu'en 2012, des lampadaires ont volé en éclat et des voitures ont brûlé toute une nuit. Un épisode que les habitants voudraient bien ne plus avoir à commenter, tant il a, disent-ils, participé à ternir l'image du coin.

« Ceux qui ont fait ça, ce sont des crâmes, une minorité », grince Fouad Et-tahiri, responsable de l'association Ensemble, créée en 2006, après une première série d'« émeutes », pour répondre au « ras-le-bol des discriminations liées au logement, à l'emploi ». Le but : « Favoriser l'intégration professionnelle par la formation, la médiation et la création d'entreprise. » Dans ses locaux aux murs écaillés, le bénévole poursuit : « Les gens se sentaient délaissés. Ils voyaient les autres construire leur vie et la leur n'évoluait pas. » Aujourd'hui encore, il suffit d'ouvrir le dernier contrat de ville de la métropole pour goûter au « sentiment d'abandon » des habitants d'Amiens Nord, l'un des six quartiers prioritaires de la ville : « Une popu-

lation [...] plus jeune, plus souvent d'origine étrangère, très majoritairement logée dans des grands immeubles, caractérisée par de grandes fratries, très faiblement diplômée, fortement touchée par l'illettrisme, et particulièrement pauvre. » Sans oublier le taux de chômage qui, pour les 18-25 ans, avoisine les 60 % (contre 24 % au plan national).

Depuis 2012, les pouvoirs publics ont multiplié les propositions. Le 15 novembre de la même année, François Lamy, alors ministre délégué à la Ville, a présenté un plan d'action pour répondre aux « souffrances des habitants ». Entre-temps, Amiens Nord est devenue une zone de sécurité prioritaire (ZSP). Sur le terrain, les acteurs sociaux sont unanimes : des choses ont été faites. « On a énormément d'associations, les pouvoirs publics sont présents, les structures bien dotées », souligne le directeur de l'Odyssee, centre d'animation municipale. Quant au budget dédié aux quartiers prioritaires, il n'a pas souffert de la baisse des dotations globales de l'Etat, tant critiquée par les collectivités territoriales, note Henri Montigny, directeur de la politique de la ville d'Amiens. « Cela a attiré l'attention et permis de faire un effort supplémentaire », résume-t-il. Avant de citer en exemple les forums emploi organisés dans les quartiers ou encore le « développement d'antennes locales de services à la personne », comme l'Atrium, bâtiment le plus moderne de la place du Colvert qui

regroupe la police municipale, la Sécu ou encore la mission locale. Mais pas Pôle Emploi. En 2012, Lamy avait pourtant formulé le vœu de renforcer la présence de l'opérateur public dans les quartiers. Mais si des permanences ont été créées dans des associations, l'agence la plus proche est toujours en centre-ville.

De quoi agacer celui qui, posté en face de l'Atrium, se fait appeler Tonton. Depuis deux ans, il pointe au chômage : « Pour aller à Pôle Emploi, il faut prendre le bus. De toute façon, ils n'ont rien pour nous. A la mission locale, c'est pareil, ils proposent des formations, toujours des formations et à la fin, ça n'aboutit à rien. » Fâchés avec les institutions, ils sont nombreux à ne plus s'y retrouver dans l'offre et les dispositifs qui se succèdent. « Les jeunes ne sont pas cons, au bout de leur troisième remise à niveau, ils se disent » à quoi ça sert ? « Ils ont le sentiment d'être dans l'occupationnel », abonde Josiane Fuzzeau, éducatrice à l'Apap, une association d'insertion socioprofessionnelle.

Saignée. Tonton, lui, n'a guère remarqué de changement. « Depuis 2012, des flics sont venus en renfort, il y a plus de contrôles et plus de potes en prison. Mais pas plus de travail. » Abonné à l'intérim dans le BTP, il n'a, à 32 ans, jamais connu le CDI. Au chaud dans les locaux de l'Odyssee qu'il fréquente depuis qu'il est gosse, Marouane (1), la vingtaine,

s'est « débrouillé seul » pour obtenir un boulot de vendeur, à défaut de trouver dans sa branche, la mécanique. Lui qui ne veut surtout pas parler politique, ne mâche pas ses mots contre le gouvernement : « Hollande, il a fait quoi pour les banlieues ? Nada, walou. Le chômage est toujours là. S'ils veulent que les gens du quartier arrêtent de traîner, il faut leur donner du travail ! »

A Amiens, plus qu'ailleurs, la crise économique a fait des ravages. Exemple avec la fermeture de l'usine Goodyear, en 2014, et ses 1 140 emplois supprimés. Une saignée que l'arrivée d'Amazon dans la périphérie amiénoise, d'ici à 2017, ne suffira pas à compenser. Les emplois d'avenir, créés en 2012 et destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés des zones défavorisées, ont permis de colmater - un peu - la brèche. « C'est un premier marche-pied vers l'emploi pour les jeunes qui manquent de réseau », selon Christophe Ramis, directeur de la mission locale du grand amiénois. C'est même le « contrat du moment », assure Mihidinn Rabhi, conseiller à l'antenne de la mission locale d'Amiens Nord. Il reçoit, tous les jours, une dizaine de jeunes. Au programme : rédaction de CV, construction du projet professionnel, inscription au dispositif d'accompagnement « garantie jeunes ». En 2016, 196 jeunes issus d'Amiens Nord ont ainsi pu suivre une formation. Et depuis 2013, ils sont 233 à avoir obtenu un emploi d'avenir. Comme Geoffrey, 22 ans, venu pour régler les derniers détails de son contrat. Pendant un an, il sera payé au Smic. « Je ne peux pas demander plus, vu la conjoncture actuelle », souligne-t-il. Autre success-story de la mission locale : celle de Mehdi, 23 ans, porte-documents et smartphone en main qui, après des petits boulots et une formation, va lancer sa boîte de plomberie.

Maigre espoir. « Une partie de la jeunesse d'ici n'a plus peur de pousser les portes », insiste le conseiller en insertion. Mais les places sont chères. « Désabusés », la plupart des amis d'enfance de Mehdi viennent à la mission locale à reculons, note-t-il. « On n'arrive pas à toucher tout le monde, reconnaît Rabhi. Certains sont réfractaires, ils ont une vision biaisée du travail. » « Dans la tête de certains, ici, c'est Scarface, ils veulent de l'argent facile », abonde Boris (1), 27 ans, occupé à tuer le temps. Comme lui, ils sont une quinzaine ce matin à faire les 400 pas sur le bitume. Une situation plus subie que choisie, assure le fils du patron du café de la place : « La plupart, vous leur proposez un boulot, ils sont contents. Ils en ont marre de zoner. Mais ici, il n'y a rien. Pourtant les gens ne partent pas. On nous a tout mis : café, superette, services administratifs. C'est la ghettoïsation. » Difficile dans ces conditions d'oser se projeter ailleurs. « A la pauvreté du réseau, s'ajoute une pauvreté du champ des possibles », explique Régis Quignon, le coordinateur de l'Apap.

Stigmatisation du quartier, « problème de faciès », de parcours scolaire, « fatalisme de ceux qui ont vu leurs parents pointer au RSA toute leur vie » : chacun cherche une explication. A l'association Le Phare, qui accueille autour d'une table et d'un canapé ceux qui n'ont pas de boulot, ils sont aussi une poignée à plancher sur le sujet : « On vit en périphérie, alors quand on veut quelque chose, on galère plus », pointe l'un d'eux. Maigre espoir, des projets de rénovation urbaine doivent voir le jour dans le quartier. Un grand nettoyage est prévu sur la place du Colvert. Avec son lot d'appels d'offres et, à la clé, d'emplois pour les gens du coin grâce aux clauses d'insertion des marchés publics. « 10 % des heures travaillées sont réservées aux personnes issues des quartiers prioritaires. Depuis 2008,

678 contrats ont pu être signés dans ce cadre », précise Montigny. Pas assez, cependant, pour ceux du Phare qui jugent le dispositif trop timide. De quoi laisser un travailleur social du quartier perplexe : « S'ils font venir des inconnus pour reconstruire la place alors que ceux d'ici n'ont rien, que vont-ils penser ? » Et d'ajouter : « La poudrière, elle est là, mais on ne s'en rend compte que quand ça explose. »

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Que s'était-il passé ?

Dans la nuit du 13 au 14 août 2012, les quartiers nord d'Amiens s'embrasent. Des bâtiments publics, dont une école maternelle, sont incendiés. Lors de heurts avec une centaine de jeunes, 17 policiers sont blessés. A l'origine de cette flambée de violence : le contrôle routier d'un automobiliste, la veille, jugé excessif par certains riverains, alors que les proches d'un homme de 20 ans, une figure du quartier, mort trois jours plus tôt dans un accident de moto, étaient réunis à proximité pour une cérémonie. Rien à voir, donc, martèle-t-on ici, avec l'arrivée au pouvoir, un peu plus tôt, de François Hollande. Quinze jours plus tard, Amiens Nord devenait l'une des quinze premières zones de sécurité prioritaire (ZSP) créées par le gouvernement le 1er septembre. Un classement annoncé dès le 2 août par Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur.

Fiche de quartier

Dans le quartier prioritaire Amiens Nord, qui regroupe plus de 15 000 personnes, 40 % de la population vit en dessous du seuil de bas revenus (982 euros par mois), contre 29 % en France métropolitaine.

Plus d'un ménage sur quatre (26 %) reçoit au moins une allocation chômage.

La part de chômeurs de longue durée est de 20 % (Insee 2011). ■

par Amandine Cailhol



POLITIQUE NATIONALE

Valérie Pécresse : « Alain Juppé sera un président fort »

L'ex-ministre chiraquienne estime que le maire de Bordeaux est le seul à « pouvoir battre à plates coutures Marine Le Pen ».

DROITE Valérie Pécresse est la présidente LR de la région Île-de-France, ancienne députée des Yvelines.

LE FIGARO.- Quel candidat de la primaire de la droite et du centre allez-vous soutenir ?

Valérie PÉCRESSÉ. - J'ai longuement réfléchi à ce qui, pour moi, est le meilleur choix pour le pays aujourd'hui et j'ai décidé de soutenir dès le premier tour Alain Juppé. Il sera un président fort, qui saura réformer et restaurer l'autorité de l'État. Après cinq ans de mandat de François Hollande, il est impératif de relever la fonction présidentielle qui a été abaissée. Il est l'homme qu'il faut pour cela. Et si je fais ce choix, c'est pour donner à Alain Juppé la force, la légitimité, l'élan. Il faut se réunir derrière lui au premier tour. Je le fais parce qu'il a l'autorité sereine pour diriger la France et mener à bien les réformes très profondes dont elle a besoin. À travers les épreuves qu'il a traversées, il a prouvé son courage, sa constance et sa détermination.

Donc vous ne soutiendrez pas François Fillon, dont vous étiez proche lors de la bataille qui l'a opposée à Jean-François Copé pour la présidence de l'UMP...

C'est un choix qui a été difficile à faire. J'ai des liens avec beaucoup de candidats. J'ai été la ministre de Nicolas Sarkozy et de François Fillon. Je sais que François Fillon a l'étoffe d'un homme d'État. Mais je pense que le

score entre les deux favoris va être serré et qu'il faut faire un choix clair dès le premier tour de la primaire. L'enjeu est maximum.

Êtes-vous inquiète du durcissement du climat entre Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, à travers ses attaques contre François Bayrou ?

Ne soyons pas hypocrites et disons la vérité ! Sans les voix de l'UDI et du Mo-Dem, ni Laurent Wauquiez, ni Christian Estrosi, ni moi n'aurions été élus présidents de région. Et cela ne m'empêche pas, je vous le garantis, de mener une politique de franche rupture avec dix-sept ans de gestion socialiste en Île-de-France. Ce sont des partenaires loyaux. Ils se sont engagés à soutenir un programme de réformes et ils s'y tiennent. En 2007, alliés au MoDem, nous avons gagné. En 2012, sans le MoDem, nous avons perdu. Ne faut-il pas en tirer les leçons ? J'ajoute que pour réussir, il ne suffit pas de conquérir le pouvoir mais il faut savoir l'exercer. On ne peut pas réformer en profondeur sans entraîner une majorité du pays derrière nos idées. Rétrécir notre majorité, c'est se condamner à l'immobilisme.



Valérie Pécresse, lundi, à Paris. Photo : FRANCOIS BOUCHON/LE FIGARO

Les sarkozystes jugent le programme de Juppé trop à gauche...

Sur le plan économique, ses réformes sont clairement plus audacieuses. Sur le plan de l'autorité, il prône un État fort. Mais, pour moi, il n'y a pas que le programme, il y a aussi la capacité à le mettre en œuvre. Alain Juppé a deux atouts maîtres : d'abord, il ne fera qu'un seul mandat. Il va être libéré de la contrainte de plaire, de séduire pour être réélu. Il sera préservé de l'impuissance qui guette tous les présidents obsédés par leur réélection. Par ailleurs, il a choisi la bonne méthode, celle des ordonnances, il a compris que c'est dans les cent premiers jours que l'on fait les réformes. C'est en allant très vite, très fort que l'on va débloquent la France. Il faut faire repartir l'économie et créer un état de sécurité renforcée qui remplace l'état d'urgence dans le cadre de l'État de

droit. Je défends aussi l'idée d'une « société libérée » de la bureaucratie et du matraquage fiscal. Juppé y adhère complètement. Il est le plus décentralisateur, comme il l'a prouvé à Bordeaux.

« Pourquoi pas une femme à Matignon ? », a dit Juppé. Vous êtes-vous sentie concernée ?

La question ne se pose pas. Je suis parfaitement heureuse à la présidence de l'Île-de-France et je m'y donne à 150 % ! Mon objectif est d'en faire la première région d'Europe. Je réclame en 2017 une nouvelle étape de décentralisation responsable, qui libère les énergies des territoires. Mais pour moi, je ne demande rien, je n'attends rien, je suis une femme totalement libre.

Après une campagne dure, est-il possible que les candidats se rassemblent après le 27 novembre ?

Oui, c'est la règle du jeu. C'est un devoir pour chaque candidat et pour chacun d'entre nous.

Faut-il renégocier les investitures aux législatives ?

Jamais par le passé on n'a donné les investitures finales sans faire une place à nos partenaires du centre, que ce soit au plan local ou au plan national. C'est une fausse polémique. Il faut défendre les meilleurs candidats, sans oublier les femmes !

Que pensez-vous du « ni - ni », ni PS ni FN ?

L'honneur de François Hollande serait de ne pas se représenter en 2017. Il a discrédité sa fonction et le pays.

Il est urgent qu'il renonce. La gauche aura beaucoup de mal à se remettre de ce quinquennat cataclysmique. Dans ce contexte, Alain Juppé est le mieux placé pour battre à plates coutures Marine Le Pen.

Craignez-vous que des électeurs de gauche viennent perturber la primaire ?

Je souhaite que tous les électeurs de la droite et du centre se mobilisent, car la primaire, c'est le premier tour de la présidentielle. Certains se disent : on votera plus tard. C'est cela le danger. S'ils s'abstiennent, ils peuvent être privés de leur choix. Certes, il peut y avoir des électeurs du FN ou de la gauche qui viennent voter, mais ce sera extrêmement marginal. | ■

par Sophie Huet E@sohuet1



L'option Matignon pour la patronne de l'Île-de-France



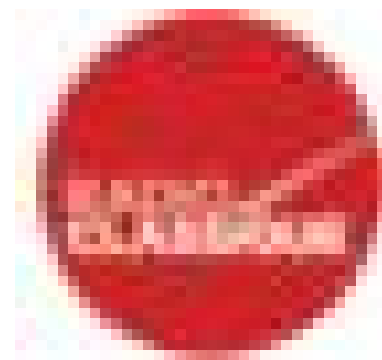
Ilest toujours plus valorisant d'être sollicité que de réclamer. Matignon? «*Je ne demande rien, je n'attends rien*», assure Valérie Pécresse dans l'entretien qu'elle accorde au *Figaro* (ci-dessus). Mais d'autres en parlent déjà ouvertement pour elle. Jean-Pierre Raffarin, qui joue, dans cette primaire, les DRH d'Alain Juppé, estime qu'elle est la plus adaptée, de tous les responsables Républicains, pour la fonction de premier ministre. C'est flatteur mais délicat à gérer pour elle.

La patronne de l'Île-de-France offre au maire de Bordeaux son premier soutien de président de région métropolitaine. Nicolas Sarkozy bénéficie de ceux de Laurent Wauquiez, Christian Estrosi et Philippe Richert; François Fillon est soutenu par Bruno Retailleau et Bruno Le Maire, par Hervé Morin. Seul manque encore le choix de Xavier Bertrand, le président des Hauts-de-France, qui, à chaque présidentielle, aime soit ouvrir, soit fermer le bal des ralliements. Cette fois, il sera donc le dernier poids lourd de la droite à se dé-

clarer; et très probablement lui aussi en faveur de Juppé.

En attendant cette dernière carte, l'atout Pécresse est précieux dans le jeu de l'actuel favori des sondages. Hors présidentielle, elle est la personnalité de droite ayant recueilli le plus de bulletins de vote à son nom (1,629 million). Cela lui donne un poids politique substantiel. Même si aucun baron local ne peut se targuer d'avoir un vote prescripteur sur son territoire. Ce soutien renforce aussi le caractère « vote utile » en faveur de Juppé. Dans un premier tour qu'elle prévoit « serré », c'est ainsi qu'elle justifie son choix, elle qui avait soutenu François Fillon en 2012 - avec, disait-on déjà, l'espoir de devenir ensuite son premier ministre.

Jusqu'à en être récompensée? Alain Juppé ne prendra pas le même risque que l'ancien président qui a déjà fléché François Baroin pour Matignon. Mais il a lui-même mis en avant la possibilité - la nécessité? de nommer une femme. NKM? Son score dans les sondages (3 % dans le dernier Ifop) et son positionnement politique décalé ne font pas d'elle un chef naturel d'une future majorité. Virginie Calmels? C'est la mairie de Bordeaux qui l'attend d'abord et elle n'a encore aucune expérience ministérielle ou parlementaire. Valérie Pécresse, elle, coche toutes les cases et serait la plus compatible avec toutes les sensibilités de la droite.



Cela ne fait pourtant qu'à peine un an que Valérie Pécresse a été élue présidente de l'Île-de-France. Et que, comme Bertrand et les autres, elle a promis à ses électeurs de se consacrer totalement à sa région. Pour la quitter si vite? Maintenant que l'hypothèse de sa nomination à Matignon est sur la table, elle sait que la question lui sera systématiquement posée. D'où la nécessité pour elle de ne pas apparaître explicitement candidate. Mais en même temps, personne n'imagine qui que soit refuser la fonction de premier ministre. Par-delà « l'envie » de rester à la région, il sera alors toujours temps d'invoquer le « devoir » d'aller à Matignon. Habile. † ■

par Guillaume Tabard E@gtabard

» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8 h 10 sur Radio Classique



Pécresse choisit de rallier Juppé

La présidente de la région Ile-de-France estime qu'il saura « relever la fonction présidentielle ».

Voilà qui va faire monter d'un cran la pression à la veille du deuxième débat télévisé de la primaire de la droite. Et sans doute en agacer l'un de ses principaux protagonistes : Nicolas Sarkozy. Car ce mercredi, non seulement Alain Juppé se paie le luxe d'aller dans le Val-d'Oise, sur la dalle d'Argenteuil, là même où Nicolas Sarkozy, en 2005, avait promis aux habitants de les « débarrasser » de la « racaille » - difficile de ne pas y voir un pied de nez aux promesses non tenues -, mais il obtient aussi le soutien très convoité de Valérie Pécresse.

Dans un entretien au « Figaro » publié ce mercredi, la présidente de la région Ile-de-France annonce qu'elle a « décidé de soutenir dès le premier tour Alain Juppé ». L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy et François Fillon était la dernière des ténors à ne pas avoir donné sa position, avec Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, qui devrait, lui, le faire juste avant le premier tour. « Alain Juppé

sera un président fort qui saura réformer et restaurer l'autorité de l'Etat », déclare-t-elle, à l'inverse des sarkozystes, qui le taxent d'« immobilisme ». « Après cinq ans de mandat de François Hollande, il est impératif de relever la fonction présidentielle, qui a été abaissée. Il est l'homme pour cela », poursuit-elle. Une pierre dans le jardin de l'actuel président, mais aussi une pierre dans celui de l'ex-chef de l'Etat. Celle qui avait soutenu François Fillon en 2012 pour la présidence de l'UMP pense aussi que le score sera « serré » et qu'« il faut un choix clair dès le premier tour de la primaire ». Un appel à la mobilisation.

« Alternance franche »

Valérie Pécresse assure aussi qu'elle n'est « candidate à rien, ne demande rien » - Jean-Pierre Raffarin, proche d'Alain Juppé, estime qu'elle a « la dimension » pour Matignon -, sauf une nouvelle étape de décentralisation. Surtout, alors que la température est

violemment montée autour du soutien de François Bayrou, président du Modem, à Alain Juppé, Valérie Pécresse souligne que les présidents de région de la droite, dont Laurent Wauquiez, en Auvergne-Rhône-Alpes, qui a fait alliance avec le Modem pour les régionales dès le premier tour, n'auraient pu être élus sans ses voix. La chiraquienne affirme aussi qu'en Ile-de-France l'alliance avec le Modem ne l'empêche pas de « mener une alternance franche », quand Nicolas Sarkozy dépeint Alain Juppé en chantre d'une « alternance molle ».

Ce ralliement, qui marque une dynamique du côté de la campagne d'Alain Juppé, est une mauvaise nouvelle pour Nicolas Sarkozy, qui - hasard ? - fait tenir ce jeudi à son QG une conférence de presse de ses soutiens, en tête desquels un « ex-bébé Chirac », François Baroin. ■

par Isabelle Ficek



Primaire à droite : les projets économiques des candidats passés au crible

A la veille du deuxième débat télévisé de la primaire, l'Institut Montaigne a chiffré les principales propositions. Selon le think tank libéral, 50 % à 65 % en moyenne des économies promises par les candidats sont documentées.

Ce jeudi soir, les sept candidats à la primaire ouverte de la droite et du centre vont de nouveau s'affronter sur leur projet, dans ce scrutin inédit jusqu'ici pour cette famille politique et qui a poussé tous les candidats à travailler et dévoiler dès à présent leurs propositions. Rarement dans une campagne en vue d'une élection présidentielle, les mesures préconisées, les cadrages budgétaires - plus ou moins documentés, plus ou moins précis et sans doute appelés à encore bouger - auront été si tôt sur la table. Compétition oblige. Nécessité, aussi, pour la droite, sans cesse interrogée sur sa capacité à mener à bien des réformes profondes au vu de ses dernières années au pouvoir. Il s'agit de donner des gages de crédibilité à ses propres électeurs, tout à la fois fortement désireux de tourner la page du quinquennat de François Hollande mais aussi empreints d'un doute, résumé par l'un des candidats, Jean-François Copé (qui a été ministre de Jacques Chirac mais pas de Nicolas Sarkozy) : « Pourquoi feraient-ils demain ce qu'ils n'ont pas fait hier ? »

« Convergence des projets »

A la veille du deuxième débat télévisé de cette primaire, l'Institut Montaigne, think tank libéral, a passé au crible pour « Les Echos » les projets des concurrents, de leurs propositions sur la baisse des dépenses publiques à la fiscalité en passant par le temps de travail, la fonction pu-

blique, l'assurance-chômage ou encore les institutions. L'exercice montre « qu'il y a une certaine forme de convergence des projets », explique Laurent Bigorgne, directeur général de l'Institut Montaigne - il s'agit tout de même, malgré les divisions, de la même famille politique. Il note dans cette convergence « un fait notable : la baisse très forte des dépenses publiques, dans une proportion jamais réalisée ni même envisagée jusqu'ici en France. »

Si le think tank, dans son chiffrage sur la baisse des dépenses publiques, souligne que « le plan de réduction de la dépense de François Hollande n'a été que partiellement réalisé » mais que « la croissance de la dépense publique a été plus faible au cours du quinquennat de François Hollande qu'au cours de n'importe quel mandat présidentiel précédent », il relève aussi que les efforts promis en la matière par tous les candidats de la droite seraient sans commune mesure : de 80 à 100 milliards d'euros sur cinq ans, selon les candidats. François Fillon avait même envisagé 110 milliards d'euros, avant de revenir à 100. Une marche dont la hauteur même pose une question de crédibilité. « En moyenne, de 50 % à 65 % des économies sont documentées, ce qui serait déjà un très grand pas », juge Laurent Bigorgne.

Tous, relève-t-il, prévoient de faire peser ces efforts, grosso modo, à 50 %-60 % sur le socle social, à 20 %

sur l'Etat et à 20 % sur les collectivités locales. « Les plus grosses poches d'économie sont évidemment les retraites, la masse salariale des trois fonctions publiques et l'assurance-maladie. Ce sont des sujets qui mériteraient qu'on y entre parfois avec plus d'ambition dans les propositions », souligne-t-il, prenant, parmi d'autres exemples, celui des suppressions de postes de fonctionnaires, comprises entre 250.000 et 500.000 sur le quinquennat, selon les candidats. Il regrette qu'elles soient envisagées « uniquement par le non-remplacement des départs en retraite, ce qui implique qu'il n'y ait quasiment aucun recrutement dans la fonction publique sur cinq ans, en compensant par une augmentation du temps de travail. Jamais il n'est question, par exemple, d'une loi de dégage-ment des cadres. » Et de prendre la mesure de François Fillon, la plus radicale avec la suppression de 500.000 postes et le passage aux 39 heures. « Mais avec le même logiciel que les autres candidats », estime Laurent Bigorgne.

« Il y a des nuances entre les candidats, mais elles sont de l'ordre du paramètre, pas du système, conclut-il, ajoutant : « La droite française manque d'un grand souffle qui a accompagné par exemple la venue de David Cameron au pouvoir en Grande-Bretagne. » ■

par Isabelle Ficek



Un certain flou demeure sur les dépenses publiques

Une grande part des économies annoncées reste à préciser chez les principaux candidats.

C'est une donnée incontournable pour tous les candidats à la primaire de la droite et du centre : en 2016, celui qui veut apparaître crédible économiquement dans la course à l'Elysée doit empiler les promesses d'économies sur la dépense publique. Les quatre principaux concurrents (Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Bruno Le Maire et François Fillon) promettent tous entre 80 et 100 milliards d'euros d'économies sur cinq ans.

Faut-il pour autant y croire ? L'étude de l'Institut Montaigne que dévoilent « Les Echos » permet d'avoir une évaluation de la fiabilité des chiffres avancés. Le travail n'a rien d'évident, tant les projets des candidats relèvent en partie plus de l'esquisse impressionniste que du tableau pointilliste abouti : ainsi les chercheurs du think tank relèvent que seulement 45 % des économies promises par Nicolas Sarkozy sont réellement documentées. François Fillon et Alain Juppé font mieux (à respectivement 60-65 % et 75 %), tandis que le pavé de 1.000 pages concocté par Bruno Le Maire pour son projet a au moins le mérite d'étayer 95 % de ses mesures.

La redéfinition du périmètre d'action de l'Etat de Juppé

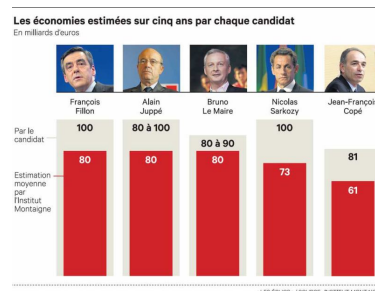
Alain Juppé promet de 80 à 100 milliards d'euros d'économies, et l'Institut Montaigne juge que le seuil des 80 milliards est atteignable si l'ensemble des mesures sont appliquées. Cela n'empêche pas l'Institut

de rester prudent, compte tenu des incertitudes sur la sphère étatique (30 % du total). Les mesures sur la masse salariale sont jugées trop optimistes de 20 à 25 %, et surtout le think tank s'interroge sur la redéfinition du périmètre de l'Etat qu'Alain Juppé n'a pas encore précisé. Cela demande pourtant « de renoncer à 4 ou 5 % des missions » de l'Etat. Sur les dépenses sociales (plus de 50 % de l'effort), les principales réformes sont bien étayées, mais l'Institut Montaigne pointe le flou persistant sur la réduction des dépenses de logement, sur la lutte contre la fraude et sur la rationalisation de la gestion des régimes de Sécurité sociale. Au final, le think tank juge que la trajectoire de réduction des dépenses avancée par Alain Juppé permettrait d'atteindre l'objectif de résorption du déficit structurel en 2022.

Le volontarisme proclamé de Sarkozy

Nicolas Sarkozy veut atteindre 100 milliards d'économies, mais l'Institut Montaigne évalue l'effort plutôt à 73 milliards en partant du principe que 50 % des mesures non documentées seront réalisées. Une évaluation peu évidente à produire, puisque « Nicolas Sarkozy précise peu ses économies », notamment sur la réduction des dépenses de santé et de rationalisation pourtant majeures pour réaliser son objectif ambitieux sur la sphère sociale. Sur la sphère étatique, il faudra « réaliser une réduction d'emplois largement supérieure » au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en re-

traite. Sans compter qu'il s'agira aussi de financer la hausse de certaines dépenses régaliennes.



Le discours de la méthode de Fillon

François Fillon promet 100 milliards d'économies sur cinq ans, mais l'Institut Montaigne table plus prudemment sur au moins 80 milliards. Le think tank estime que ce montant est réalisable si l'ancien Premier ministre mène à leur terme la moitié des réformes non étayées. Ce flou relatif s'explique notamment, car le projet détaille une méthode (les économies viendront d'une revue des dépenses conduite tout au long du mandat) davantage qu'un chiffre pour la sphère étatique (30 % des économies préconisées). Vu les montants évoqués, l'Institut Montaigne estime probable « l'abandon de certaines politiques publiques, qui ne sont pas identifiées à ce stade ». Sur la sphère sociale (50 % des économies), les mesures annoncées par François Fillon sont jugées globalement crédibles, même si « les économies annoncées pour l'assurance-chômage reposent sur une trajectoire macroéconomique ambitieuse ».

L'exhaustivité de Le Maire

Bruno Le Maire prévoit de 80 à 90 milliards d'économies, quand l'Institut Montaigne chiffre l'effort à 80 milliards. De quoi donner a priori au député de l'Eure un brevet de bon élève de la réduction de la dépense publique. Le think tank note néan-

moins que les économies seront difficiles à réaliser, car beaucoup « reposent sur un pilotage opérationnel complexe (outils informatiques, rationalisation des interventions des collectivités, etc.) ». L'autre inconnue vient des mesures sur la sphère locale : comme tous les candidats, Bruno Le Maire veut agir sur les dépenses des collectivités, alors même

que l'Etat n'a que des leviers limités sur ce domaine. Dans le cas du député de l'Eure, « les réductions d'emploi mentionnées semblent très ambitieuses » et « la suppression du statut de la fonction publique territoriale pourrait susciter de fortes oppositions ». ■

par Renaud Honoré



Dégressivité des allocations chômage : à chacun sa version

D'après l'Institut Montaigne, les économies varieraient entre 1,4 milliard et 4,1 milliards d'euros selon les formules.

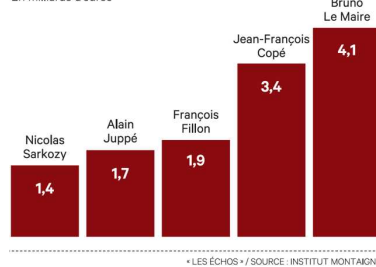
Rendre les allocations chômage dégressives. La mesure, adoptée par plusieurs pays européens à la suite de la crise de 2008 et que réclame le Medef, remporte un franc succès chez les candidats à la primaire de la droite. Mais chacun y va de sa formule. L'Institut Montaigne les a testées, à deux exceptions près : Jean-Frédéric Poisson n'évoque pas le sujet et la mesure préconisée par Nathalie Kosciusko-Morizet, assise sur les refus d'offres d'emploi, « n'est pas chiffrable faute de données ». Plus ou moins précises, les autres formules sont toutes caractérisées par leur simplicité, si on les compare au dispositif qui a été en vigueur entre 1993 et 2001 en France. A l'époque, tout chômeur, quelle que soit la durée de ses droits, même très courte, était impacté. Là, c'est la durée passée au chômage qui est le facteur déclencheur de la baisse de l'allocation.

L'exercice de chiffrage auquel s'est livré l'Institut Montaigne est compliqué par la « discontinuité de la consommation des droits ». En clair, les chômeurs sont plus mobiles qu'on ne l'imagine : c'est le cas de ceux qui ont une activité réduite et de ceux qui font des allers-retours entre emploi et chômage. Or cette mobilité repousse dans le temps l'application d'une dégressivité des allocations. L'Institut Montaigne a tenté de prendre en compte ce phénomène, qui modère l'impact financier d'une dégressivité quelles que soient ses modalités.

Cela étant, le classement des candidats à la primaire de la droite réserve des surprises. Les plus radicaux ne sont pas forcément ceux que l'on croit. La formule que propose Nicolas Sarkozy est celle qui réduirait de fait le moins les droits des chômeurs, donc procurerait le moins d'économies à l'assurance-chômage, selon le chiffrage de l'Institut Montaigne. L'ancien chef de l'Etat veut baisser de 20 % les allocations chômage au bout d'un an et d'autant au bout d'un an et demi, ce qui réduirait de 1,4 milliard d'euros le déficit de l'Unédic, qui devrait encore atteindre 3,8 milliards d'euros en 2017 après 4,3 milliards d'euros en 2016, selon les dernières prévisions du régime.

La formule d'Alain Juppé prévoit les mêmes paliers de 12 et 18 mois mais avec des marches plus hautes puisque la baisse de l'allocation serait à chaque fois de 25 %. Résultat : selon l'étude, elle diminuerait de 1,7 milliard d'euros le déficit annuel de l'assurance-chômage.

Economie procurée par la dégressivité des allocations chômage selon chaque candidat
 En milliards d'euros



François Fillon veut, lui, rendre les allocations « fortement dégressives », mais sans plus de précision, note l'institut, qui, du coup, a construit un scénario à partir des

exemples portugais et espagnol, qui consiste en une baisse de 20 % des allocations au bout de 6 mois de chômage. Elle réduirait de 1,9 milliard d'euros par an les dépenses de l'Unédic.

Jean-François Copé, lui, prône un rapprochement du modèle allemand, que l'Institut Montaigne a testé en réduisant à 12 mois la durée d'indemnisation comme outre-Rhin, qui rapporterait 3,7 milliards d'euros et non 4,1 milliards comme évalué par son équipe de campagne. 4,1 milliards d'euros, ce sont en revanche les économies que produirait le scénario de Bruno Le Maire qui veut baisser de 25 % tous les six mois l'allocation chômage.

Reste que tous ces chiffreages doivent être pris avec circonspection. D'abord, parce que réduire le déficit de l'assurance-chômage n'est pas forcément réduire le chômage. L'Institut Montaigne rappelle lui-même que l'impact des différents scénarios de dégressivité sera très différent selon l'état du marché du travail. Ensuite, parce qu'il reste à démontrer que les partenaires sociaux se laisseront déposséder de leurs prérogatives sur l'indemnisation du chômage, alors même qu'ils vont réenclencher une discussion après leur échec de juin. D'où la prudence d'un Alain Juppé, qui prévoit de laisser d'abord la main au patronat et aux syndicats. ■

par Leïla De Comarmond

Les règles actuelles

Le régime actuel d'assurance-chômage est fondé sur le principe « un jour cotisé, un jour indemnisé ».

Un principe qui est cependant encadré. Il y a un plancher : pour ouvrir des droits, il faut pouvoir justifier d'au moins 4 mois travaillés dans les 28 derniers mois. Il y a aussi un plafond : la durée maximale d'indemnisation est de 24 mois, sauf pour les seniors.

A partir de 50 ans, cette durée est portée à 36 mois.

Le montant de l'indemnisation correspond à 70 % du salaire net.

Lorsque le chômeur a épuisé tous ses droits à indemnisation dans le régime d'assurance-chômage financé par des cotisations sociales, le régime de solidarité prend le relais si la personne a travaillé au moins cinq ans au cours des dix dernières années.

Versée sous condition de ressources (moins de 1.790 euros pour un couple), l'allocation de solidarité spécifique (ASS) est de presque 500 euros par mois.



L'écologie en recomposition forcée

1État des lieux « Aujourd'hui, nous sommes en perte de vue. Dans la même situation que beaucoup de partis », relève Dominique Jourdain, ancien maire de Château-Thierry (Aisne) et membre d'EELV. « Toute initiative de participation à un gouvernement a été un échec », avance Jean-Paul Terrisse, maire d'Omont (Ardennes) qui vient de claquer la porte d'un parti dont il ne veut plus des « histoires de gamelles, de ministrables et de narcissiques ». Plus indulgent, l'Ardennais Christophe Dumont, ancien conseiller régional EELV, rappelle qu'il « n'est pas toujours facile d'être minoritaire dans une majorité ». Et puis, si « beaucoup de gens arrivent par opportunisme quand cela va bien. Ils s'en vont quand cela va moins bien. On paye cela aussi », estime le petit-neveu de Charles Dumont, candidat vert à la présidentielle de 1974. L'autre constat expliquant la faillite du parti écolo tient dans les préoccupations environnementales. « On n'a jamais autant parlé des problèmes de santé, d'alimentation, de biodiversité, de dérèglement climatique... », relève Dominique Jourdain, « des idées portées par les écologistes depuis très longtemps ». Si les partis se sont emparés des sujets, « peu en font sur la durée », peste Raymond Joannes, ancien vice-président marnais EELV du conseil régional. Enfin, « nous avons du mal à faire un parti qui dépasse le clivage droite-gauche », relève Dominique Jourdain. 2Comment rebondir ? Déjà, Yannick Jadot et Michèle Rivasi, les deux encore en lice

pour porter la candidature verte à la présidentielle font l'unanimité. « Belles personnes qui incarnent l'écologie de terrain même s'ils sont députés européens » (Christophe Dumont). « Moins marqués politiquement que Cécile Duflot, ils peuvent porter des idées et convaincre » (Raymond Joannes). Pour retrouver des couleurs, ce dernier rappelle déjà que les écologistes ont « un vrai projet de société (mode de vie, maladie, malbouffe, énergie) ». Malheureusement, « nous ne sommes pas capables d'obtenir une place importante sur le plan électoral afin que nos idées soient prises en compte », déplore Dominique Jourdain, qui revient au passage sur une revendication ancienne : « Instaurer une dose de proportionnelle aux législatives pour nous éviter d'avoir à passer des accords, entre clientélisme et vassalisation ». Car l'idée demeure « d'être plus pour peser sans avoir d'alliance à faire. Ne pas être à la marge du PS », rappelle Christophe Dumont. Son homologue des Ardennes, Jean-Paul Terrisse, se veut optimiste : « Les choses avancent (Nuit debout, Mélenchon, manifeste écologiste...) J'ai l'impression que quelque chose va arriver dans les mois à venir... » Mais Jean-Luc Mélenchon ne convainc pas Dominique Jourdain. « Si nous ne faisons rien, il va appeler à voter pour lui au nom de l'écologie... » 3Sur le terrain ou au pouvoir ? Longtemps uniquement constitué de combattants de terrain, le mouvement écologiste demeure tiraillé à l'idée d'entrer dans les institutions. Forcé-

ment, les quatre personnalités interrogées, rompues à l'exercice d'un mandat électif, ne dessinent l'avenir du mouvement qu'à travers ces deux facettes. Raymond Joannes résume leur sentiment : « L'avenir passe par le mouvement associatif, le terrain, qui fera bouger les choses. Après, sans parti, nous n'aurions pas eu d'élus et les choses ne se seraient pas faites... Il faut donc les deux ! » Et puis, Jean-Paul Terrisse, décidément bien confiant, relève dans son territoire rural que « l'alliance est en train de se faire. On découvre que le discours écolo est intéressant pour relocaliser de l'activité économique ! Il faut juste que ce soit compréhensible, positif pour tous et plus efficace... » 4Trop extrémistes ? Les agissements d'activistes viennent souvent troubler l'image du mouvement écologiste. « Le militant extrémiste, c'est fini. Il faut y aller par étapes désormais », tranche Jean-Paul Terrisse. « Nous manquons trop d'habitude du compromis, restant dans le jusqu'au-boutisme », abonde Raymond Joannes, « alors qu'il faut savoir inscrire les avancées au fur et à mesure ». Et puis, « trouver des consensus permet de convaincre d'autres forces politiques et de devenir majoritaires », souligne Dominique Jourdain. Néanmoins, Raymond Joannes prophétise que « certains chocs (énergie, alimentation, climat...) vont faire évoluer les choses ! » Le naturel revient vite au galop... Frédéric Gouis ■



« Réconcilier les Français avec l'écologie politique »

Comment expliquez-vous votre score du 1er tour? J'ai senti un accueil favorable au type d'écologie que je défends : crédible, ni culpabilisante, ni punitive, rompant avec l'image politicienne du parti tout en ouvrant une nouvelle page, Les électeurs veulent un nouveau souffle. Ce n'est donc pas la fin des écologistes de gouvernement? Pas du tout. L'accord signé pour ce quinquennat entre les Verts et le PS engageait la

France vers un chemin plus écologique. Mais il a été malheureusement déchiré par François Hollande. Après, nous sommes à sept mois de l'élection... Pour l'instant, je veux construire un rapport de force autour du projet écologiste, réconcilier les Français avec l'écologie et la politique autour du projet écologiste. Je ne suis pas du tout dans une logique de devoir choisir le moins pire pour éviter le pire. Pourquoi les partis de

droite sont-ils moins sensibles aux thèmes que vous portez? La protection de l'environnement n'est heureusement pas qu'une préoccupation de gauche. Notre projet s'inscrit dans des valeurs de gauche : solidarité, ouverture sur la diversité, lutte contre les inégalités et les discriminations... Voilà ma conception de l'écologie politique, plus large que la protection de l'environnement. ■



Quand les présidents sortants se sont-ils déclarés candidats ?

Tous les présidents sortants de la V^e République ont brigué un second mandat. Jamais en se déclarant aussi tôt que le fera sans doute François Hollande.

+» Lire aussi **PAGE 2**



Guillaume Tabard
@GTabard

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE François Hollande doit dire en décembre, au plus tard le 17, s'il brigue ou non un second mandat. En choisissant de passer par la primaire organisée par le Parti socialiste, le président de la République s'oblige donc à se déclarer très en amont de l'élection présidentielle. Plus de quatre mois avant le premier tour. Une anticipation inédite dans l'histoire de la V^e République.

À part Georges Pompidou, décédé en cours de mandat, tous les chefs de l'État ont brigué un second mandat. Trois ont réussi (de Gaulle, Mitterrand et Chirac), deux ont échoué (Giscard et Sarkozy), mais tous ont tenté. En s'y prenant plus ou moins tôt. Un mois seulement avant le premier tour pour de Gaulle et Mitterrand, près de deux mois pour Giscard et deux mois et demi pour Chirac et Sarkozy, contraints de partir plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu initialement. Mais dans quatre cas sur cinq, le président en exercice fut le dernier can-

didat à entrer en lice. Seul Chirac a laissé son rival, Lionel Jospin, se déclarer en dernier.

1965 : DE GAULLE À LA DERNIÈRE MINUTE

Que va-t-il faire? Même le premier ministre Georges Pompidou se perd en conjectures. Avec le général de Gaulle, tout est possible. Y compris qu'il renonce. Le 9 septembre 1965, au cours d'une de ces conférences de presse dont il avait le secret, le fondateur de la V^e République est interrogé sur sa candidature. « *Vous le saurez, je vous le promets, d'ici à deux mois* » dit-il. De fait, il attendit le 4 novembre – jour de la Saint-Charles – pour se déclarer candidat à un second septennat ; le premier en passant par le suffrage universel.

C'est à la télévision, une fois encore, qu'il s'adresse aux Français. Il rappelle son rôle en 1940, puis en 1958. Et prévient : « *Que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonction, l'avenir de la République nouvelle sera assuré. Sinon, personne ne doute qu'elle s'écroulera aussitôt et que la France devra subir une confusion de l'État, plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois.* » En un mot : moi ou le chaos.

Lorsqu'il se déclare, de Gaulle n'a pas encore à s'inquiéter. L'Ifop lui promet 68 % des voix... dès le premier tour. Mais il a beaucoup attendu. Trop attendu. Trop sûr de lui et de sa domination. Voilà pourtant deux mois que François Mitterrand – qu'il

traite de « *Rastignac de la Nièvre* » s'est déclaré, faisant l'union de la gauche derrière lui ; et six mois que le centriste Jean Lecanuet fait découvrir son sourire aux Français. Via la télévision, les électeurs découvrent des visages nouveaux. De Gaulle n'est plus seul. En renonçant à son temps de parole – il ne parle que deux fois avant le premier tour –, il paie d'une mise en ballottage sa campagne trop tardive.



1981 : GISCARD DEVIENT « CANDIDAT-CITOYEN »

« *Candidat-citoyen* » : c'est l'étonnant concept qu'invente Valéry Giscard d'Estaing en déclarant sa candidature à un second mandat.

Sans encore l'annoncer, c'est en novembre 1980 que le plus jeune président de la V^e prend la décision. « *Je n'avais jamais imaginé ma défaite* », écrira-t-il plus tard. Et pour cause, à

ce moment-là, il est au zénith dans les sondages ; donné gagnant à 60 % contre François Mitterrand. Mais s'il veut faire campagne en simple « citoyen », Giscard ne veut pas « *perturber trop tôt et trop longtemps l'exercice de la fonction* » présidentielle, et ne pas l'exposer trop rapidement au feu de la campagne.

Il attend donc. Et entend bien être, comme de Gaulle avant lui, le dernier à entrer en lice. De fait, Mitterrand est officiellement adoubé par le Parti socialiste le 24 janvier 1981 et son ancien premier ministre, Jacques Chirac, se déclare le 3 février. Ce n'est qu'un mois plus tard, le 2 mars, que le chef de l'État met fin à un faux suspense, personne n'imaginant autre chose qu'une nouvelle candidature. Il enregistre une brève allocution à l'Élysée, mais en veillant à ce que le cadre ne fasse pas trop solennel.

Sa phrase clé : « *Poursuivre la modernisation de la France sans rompre avec son passé.* » Ni suspense sur la décision, ni surprise sur le message. Cette entrée en campagne ne marque pas, alors qu'en cinq mois l'avance de Valéry Giscard d'Estaing a fondu. 48-52 face à Mitterrand, estime la Sofres. Il eût fallu un choc initial. Il ne fut pas créé.

1988 : MITTERRAND CRÉE LE SUSPENSE

Au journal de 20 heures de France 2, ce 22 mars 1988, le journaliste de France 2 se lance :

« *Êtes-vous à nouveau candidat à la présidence de la République ?*

– *Oui*, répond simplement François Mitterrand.

– *Vous avez mûrement réfléchi ?*

– *Je le crois.* – *Quand avez-vous pris votre décision ?* – *Je n'en sais rien moi-même.* »



L'échange est resté célèbre, mettant fin à un long suspense. Véritable, celui-là. Ou du moins artificiellement créé et entretenu avec un art inégalé de la dissimulation et de la communication. 22 mars, c'est un mois juste avant le premier tour. Comme de Gaulle vingt-trois ans auparavant. Voilà plus de deux mois en effet que le premier ministre avec qui il est en cohabitation, Jacques Chirac, s'est déclaré. Mitterrand le laisse s'essouffler dans son duel avec le centriste Raymond Barre. Et feint d'hésiter, de vouloir arrêter.

En coulisse tout s'organise. À l'automne 1987, le publicitaire Jacques Séguéla lance l'affiche « *Génération Mitterrand* ». En décembre, le magazine *Globe* lance un appel : « *Ne nous quitte pas* ». Et le chanteur Renaud le supplie : « *Tonton, laisse pas béton.* » Le slogan est resté. Ainsi

la candidature Mitterrand n'apparaît pas comme une envie de rester mais comme un désir qui lui est adressé, comme un soulagement face « *aux clans, aux bandes, aux esprits intolérants, aux partis qui veulent tout* » – comprendre : face à Chirac – que le président socialiste dénonce dans cette interview télévisée du 22 mars 1988.

2002 : CHIRAC EN LICE AVANT JOSPIN

Ce n'est pas à Paris que ça se passe, mais à Avignon. Pas à la télévision, mais devant de « vrais gens ». Jacques Chirac est à l'hôtel de ville de la Cité des papes lorsque, ce 11 février 2002, la maire RPR interroge, faussement par surprise, le président de la République. « *Chère Marie-Josée Roig, vous m'avez posé une question directe et franche. Eh bien j'y répondrai dans le même esprit : oui, je suis candidat. Et j'ai voulu le dire au milieu des Français. Je connais et j'aime les Français, et je suis sûr que tous ensemble, au-delà des idéologies, au-delà des préjugés, au-delà des dogmes, par le dialogue et dans le respect de chacun, nous pouvons faire gagner la France.* »

Jamais un président de la République en exercice ne s'était déclaré de manière aussi précoce candidat à un second mandat. Deux mois et demi avant le premier tour !

Et surtout jamais un chef de l'État n'avait fait son annonce avant que tous ses principaux concurrents soient eux-mêmes en lice. C'est le privilège de la fonction que de fermer la marche des entrées en campagne. En se déclarant le 11 février, Jacques Chirac s'est dévoilé avant son rival principal, Lionel Jospin, son premier ministre, après avoir déjà été son adversaire en 1995. Celui-ci attendit encore neuf jours avant de se mettre à son tour sur les rangs. Par un fax

adressé à l'AFP et envoyé depuis son domicile parisien.



Chirac, au départ, comme tous ses prédécesseurs, voulait laisser du temps au temps. Et conserver le plus longtemps possible la panoplie protectrice de président de la République. Mais il y a le feu au lac. Dans les sondages, il est menacé. Non par Jean-Marie Le Pen, crédité d'un modeste 7 %. Mais par Jospin, qui, en tout début d'année, est donné gagnant au second tour. Brusquer le calendrier fut le moyen trouvé par Jacques Chirac pour renverser le cours des choses. Ce qui arriva, mais pas comme il l'avait imaginé.

2012 : SARKOZY PLUS TÔT QUE PRÉVU

« *Oui, je suis candidat.* » Dans la forme, la déclaration de Nicolas Sarkozy se rapproche de celle de François Mitterrand en 1988 : une inter-

view au journal de 20 heures. En l'occurrence, celui de Laurence Ferrari sur TF1. Dans le calendrier, on est davantage dans le tempo Chirac, puisque c'est le 15 février que le président de la République sortant se dévoile ; à plus de deux mois du premier tour (67 jours pour lui, contre 70 pour Chirac). Sur le fond, enfin, l'explication présidentielle rappellerait plutôt celle de Valéry Giscard d'Estaing : continuer le travail commencé. Pas le plus mobilisateur des messages... Mais l'essentiel pour Nicolas Sarkozy était de créer l'événement. D'autant que sa candidature ne faisait de doute pour personne. Au départ, comme tous ses prédécesseurs, il souhaitait rester le plus longtemps possible dans la peau du président et ne revêtir qu'au dernier moment celle de candidat. En mars, disait-il à la fin de l'année 2011.

Mais sa popularité reste désespérément basse. Et surtout, une dynamique est en train de s'installer en faveur de François Hollande. Le candidat socialiste est en effet en campagne depuis quatre mois ; depuis sa victoire à la primaire PS contre Martine Aubry. Il occupe donc seul le terrain. Le 23 janvier, il prononce un discours qui restera célèbre au Bourget. L'accueil qui lui est réservé est bon et Hollande progresse dans les sondages, dépassant nettement la barre des 30 % au premier tour.



Dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, certains, comme Patrick Buisson, plai-dent pour une entrée en campagne rapi-de. Ce que fera le chef de l'État. D'abord par un entretien au *Figaro Magazine*, où il annonce son intention de recourir au référendum, s'il est réélu, puis par une interview au « 20 heures » de TF1, dans laquelle il dit que s'en tenir à un mandat serait un « *abandon de poste* ». ! ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *L'instant de leur déclaration à un second mandat* ”

